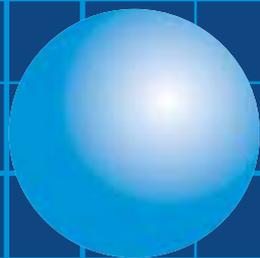


2002

FAIBLE ACTIVITÉ ET PERTE d'EMPLOIS

*Bilan économique et social
du Loir-et-Cher*

OCTOBRE 2003



LES ÉTUDES DE L'OBSERVATOIRE - N° 27

2002

**FAIBLE ACTIVITE ET
PERTE D'EMPLOIS**

**Bilan économique et social
du Loir-et-Cher**

Sommaire

L'année 2002, points de repère	3	L'activité économique	26
La population	7	La vie des entreprises et des établissements ..	26
Eléments démographiques	7	1 - Fort ralentissement des créations d'entreprises ..	26
1 - La population du Loir-et-Cher va continuer de croître mais sur un rythme de plus en plus en plus modéré	7	2 - Le Blaisois particulièrement touché	27
2 - Moins de naissances et de décès en 2002	9	3 - Entreprises implantées ou disparues en 2002.....	27
3 - La diminution du nombre d'actifs aurait déjà commencé en Loir-et-Cher	10	4 - La situation de l'artisanat s'est nettement améliorée.....	29
L'enseignement.....	11	Le niveau d'activité des entreprises	30
1 - Le nombre d'élèves du premier degré connaît un léger sursaut	11	1 - Les chiffres d'affaires se sont repliés	30
2 - Peu d'évolutions dans le second degré	11	2 - Les impôts perçus au titre de l'Etat.....	31
3 - Le nombre d'apprentis recule de nouveau	13	3 - Repli des investissements.....	32
4 - Un pôle universitaire toujours plus attractif	14	4 - Moins de nouvelles surfaces destinées aux activités ..	32
Aspects sociaux.....	16	5 - Les aides économiques et financières	34
Les revenus	16	6 - Aides européennes.....	34
1 - La croissance des revenus en 2000 a soutenu la consommation.....	16	Le commerce extérieur	35
2 - Le salaire moyen a progressé moins vite en Loir-et-Cher.....	17	1 - Le Centre fait beaucoup mieux à l'export que la tendance nationale	35
Les minima sociaux	17	2 - Les entreprises du Loir-et-Cher exportent toujours plus	35
1 - Les allocataires du Revenu Minimum d'Insertion sont à nouveau plus nombreux	17	3 - Les importations continuent à progresser.....	36
2 - Autres minima sociaux	19	4 - L'excédent commercial se raffermi légèrement ..	36
L'aide à domicile aux personnes âgées.....	20	Répercussions des activités sur l'emploi.....	37
1 - La mise en œuvre de l'APA dope les services d'aides à domicile	20	1 - Des besoins en main d'œuvre moins pressants ..	37
2 - Services de soins infirmiers à domicile	21	2 - Le Loir-et-Cher a perdu plus de 1000 emplois	39
Croissance plus modérée de la délinquance	21	3 - Un recours au chômage partiel encore élevé	41
La baisse des taux d'intérêt favorise l'investissement dans le logement.....	22	4 - Perspectives 2003 : la stagnation.....	42
1 - Le marché automobile tend à s'essouffler	22	Le tourisme	42
2 - Les logements collectifs tirent la croissance du secteur de la construction.....	23	1 - La capacité hôtelière reste stable	42
3 - Stabilité dans la mobilisation du prêt à taux zéro ...	24	2 - Les Français plus nombreux dans les hôtels.....	43
Le surendettement augmente moins qu'ailleurs	25	3 - Progression du nombre de campeurs.....	44
		4 - Légère baisse de fréquentation pour les gîtes ruraux...46	
		5 - Monuments et animations : le second souffle des châteaux	46
		L'agriculture.....	47
		1 - Un peu plus d'installations en 2002.....	47
		2 - Une bonne année pour les céréales.....	48
		3 - Le nombre des salariés agricoles s'est maintenu.....	49
		4 - Reconstitution des peuplements forestiers.....	50
		Le chômage	51
		1 - Le chômage effectue un retour en force.....	51
		2 - Très forte pression sur les hommes de moins de 25 ans.....	54
		3 - Les cadres et techniciens sont les plus touchés....	56
		4 - Un afflux de nouvelles inscriptions à l'ANPE	57
		5 - Perspectives 2003	58
		Conclusion.....	59

L'année 2002, points de repère

Le séisme Matra

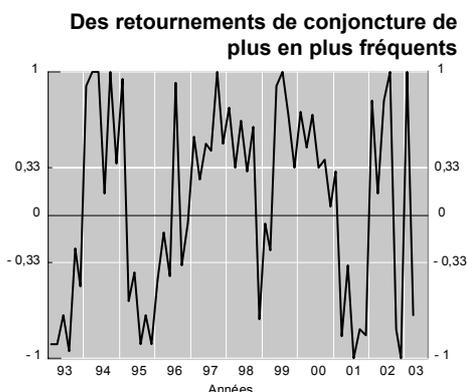
L'actualité économique du Loir-et-Cher a été évidemment marquée en cette année 2002 par les très vives inquiétudes sur le sort de Matra Automobile, traduites en 2003 par la fermeture définitive. L'arrêt de l'intérim, la fin des contrats à durée déterminée et le premier plan social ont constitué autant de jalons posés sur le parcours inexorable du Romorantinais vers la fin de son activité phare, sans compter les inévitables répercussions sur les principaux fournisseurs et sous-traitants. Cet événement touchant la première entreprise industrielle de la région Centre (Matra a compté plus de 2 500 salariés au plus fort de la production de l'Espace) est significatif de l'extrême dépendance de notre tissu économique vis-à-vis des centres de décision extérieurs.

Le rapport entre la taille de l'établissement et celle du bassin constitue un autre facteur de fragilité. Durant une décennie, Matra a lourdement pesé sur le marché local du travail. Des jeunes abandonnaient leurs études dès qu'une opportunité se présentait (induisant une baisse du niveau de formation dans cette tranche d'âge), les intérimaires ou les salariés qui avaient déjà bénéficié d'un contrat à durée déterminée attendaient d'être repris. Ces comportements ont été évidemment liés en très grande partie aux salaires, nettement plus élevés qu'ailleurs. Matra s'assurait ainsi l'existence d'un volant de main d'œuvre pour faire face immédiatement aux surcroîts de production. Le revers de la médaille pour les acteurs du développement local a été que les entreprises existantes ont connu des difficultés pour trouver le personnel nécessaire à leur propre expansion et que l'implantation de nouvelles sociétés était handicapée par le déficit d'actifs réellement disponibles.

La reprise brisée dans l'œuf

La secousse Matra s'est produite dans un environnement de surcroît défavorable. Le tournant de l'été fut décisif en la matière. En effet, alors que l'activité semblait pouvoir rebondir, le climat général des affaires s'est brutalement dégradé. Les incertitudes géopolitiques au proche et moyen Orient ont lourdement pesé, faisant s'envoler les prix du pétrole, mais aussi la mauvaise santé persistante de l'économie allemande. La France a évité la récession, mais au dernier trimestre, la production a reculé. Au total, la croissance du PIB national n'a pas dépassé 1,2 %, contre 2 % en 2001. Les exportations se sont fortement contractées. Face à de telles incertitudes et malgré un soutien toujours actif de la consommation, favorisée par les allègements d'impôts, les entreprises ont préféré déstocker et se désendetter plutôt que d'investir.

Parmi les facteurs ayant entraîné le repli de l'activité aux Etats-Unis, générant une baisse de leurs importations et donc le ralentissement européen, il ne faut pas omettre l'affaire Enron. La découverte d'une fraude comptable massive a en effet jeté la suspicion parmi les investisseurs, réduisant les possibilités de financement des entreprises sur les marchés boursiers.



Source : INSEE Indicateur de retournement de conjoncture

Les entreprises du Loir-et-Cher à la peine

Très sensibles à la conjoncture européenne, les entreprises du département ont vu leurs carnets de commande se dégarnir au fil des mois, en particulier au second semestre. Les chiffres d'affaires ont diminué dans la moitié des établissements industriels par rapport à l'année 2001. En conséquence, les investissements se sont encore repliés, comme en témoigne la forte diminution des mises en chantier de locaux destinés à la production ou la logistique. Les dépôts de bilan sont également plus nombreux, se traduisant de surcroît plus souvent par une liquidation judiciaire immédiate. Dans ce contexte, les porteurs de projet n'ont guère été incités à se lancer, sauf dans l'artisanat qui connaît un net regain d'intérêt. Une activité a toutefois résisté à la morosité ambiante : la construction de logements, tant individuels que collectifs.

Le Loir-et-Cher perd des emplois

Le très net ralentissement de l'activité a évidemment produit des effets néfastes sur l'emploi. Au niveau national, le bilan est cependant resté légèrement positif avec la création nette de 95 000 postes, contre 280 000 en 2001. Dans le secteur concurrentiel, le solde s'établit à + 60 000 grâce à un résultat honorable du tertiaire. En revanche, 90 000 emplois ont été perdus dans l'industrie.

En Loir-et-Cher, la situation apparaît plus préoccupante. Le secteur marchand aurait perdu un millier d'emplois environ, en raison essentiellement des importantes destructions de postes dans l'industrie (2 000). La structure des activités de notre département, au sein de laquelle les services tiennent une place moins importante que dans les territoires plus densément peuplés, génère une plus grande sensibilité aux à-coups conjoncturels de l'industrie. Les créations d'emplois ont été plus fournies qu'en maints endroits lors de la forte reprise de 1999/2000, mais à l'inverse, le retour de balancier est plus durement ressenti aujourd'hui. Les premières suppressions de postes chez Matra ont de surcroît accentué le phénomène ; pour la seule industrie automobile, près de 1 600 postes ont été supprimés au cours de l'année. Il convient d'indiquer que l'Eure-et-Loir, dont le tissu économique est proche du nôtre, a subi également une forte érosion dans le domaine manufacturier qui, à l'inverse du Loir-et-Cher, s'est propagée aux services.

Le chômage est reparti à la hausse

Quant il y a moins de travail, il y a plus de chômage. Après la période faste qui s'est prolongée jusqu'au dernier trimestre 2001, la France a vu regonfler le nombre des demandeurs d'emplois non satisfaits. La barre des 2 300 000 a été franchie de nouveau en décembre, en données corrigées des variations saisonnières, en hausse de près de 5 % sur l'année. Le taux de chômage, dans sa nouvelle version, atteint 9,1 % au 31 décembre contre 8,8 % un an plus tôt.

Notre département n'a pas échappé au mouvement, bien au contraire. La secousse est en effet particulièrement rude avec presque 1 100 chômeurs de plus en douze mois. Le bassin de Romorantin-Lanthenay est évidemment le plus affecté, avec un taux de chômage en augmentation de 1,4 point à 8,8 %. Sans trop anticiper sur l'analyse effectuée en partie 4 de ce bilan, on peut insister sur la spécificité de cette évolution qui, dans le Romorantinais plus qu'ailleurs encore, a touché en priorité les hommes de moins de 25 ans.

On soulignera aussi la remontée du nombre de bénéficiaires du RMI et de ménages surendettés, consécutive en partie à l'évolution défavorable du marché de l'emploi.

De sombres prévisions pour 2003

Le seul moteur encore vaillant de l'économie, la consommation, se grippe peu à peu. Les ménages, dont le pouvoir d'achat ne progresse plus guère, sont davantage enclins à épargner qu'à dépenser face à la remontée du chômage, dont l'impact est renforcé par l'annonce de plans sociaux à répétition. Le produit Intérieur Brut de la France a reculé de 0,3 point au cours du deuxième trimestre. Les économies allemande, néerlandaise et italienne sont en récession. L'année 2003 a donc débuté sous de bien mauvais auspices.

On pourrait cependant avoir touché le fond. L'économie américaine donne des signes de plus en plus évidents de forte reprise et le Japon laisse poindre des perspectives encourageantes pour la première fois depuis plus d'une décennie.

Dans l'attente d'une amélioration qui pourrait ne pas atteindre notre pays avant le début 2004, le chômage continue à croître. En Loir-et-Cher, l'évolution du marché de l'emploi est plombée par la fermeture définitive des usines Matra. En juin, l'évolution annuelle atteint 14,5 %.

La population

Eléments démographiques

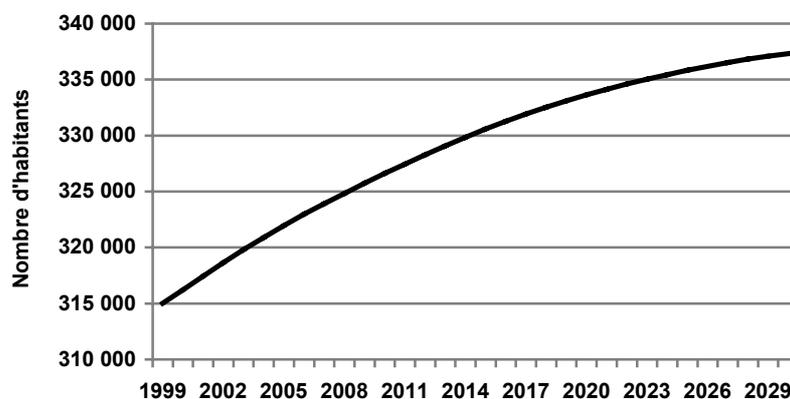
1 - La population du Loir-et-Cher va continuer de croître mais sur un rythme de plus en plus modéré

Après chaque recensement, l'INSEE réalise des projections de population à partir des informations recueillies, en particulier l'évolution des différents paramètres que sont les flux naturels (naissances, décès) et migratoires.

Sans bouleversement des tendances actuelles, la population du département va continuer à s'accroître mais de plus en plus faiblement. Elle serait de l'ordre de 337 000 habitants en 2030, soit un gain d'un peu plus de 22 000 personnes en 30 ans.

337 700 habitants en 2030

Projections de population en Loir-et-Cher entre 1999 et 2030

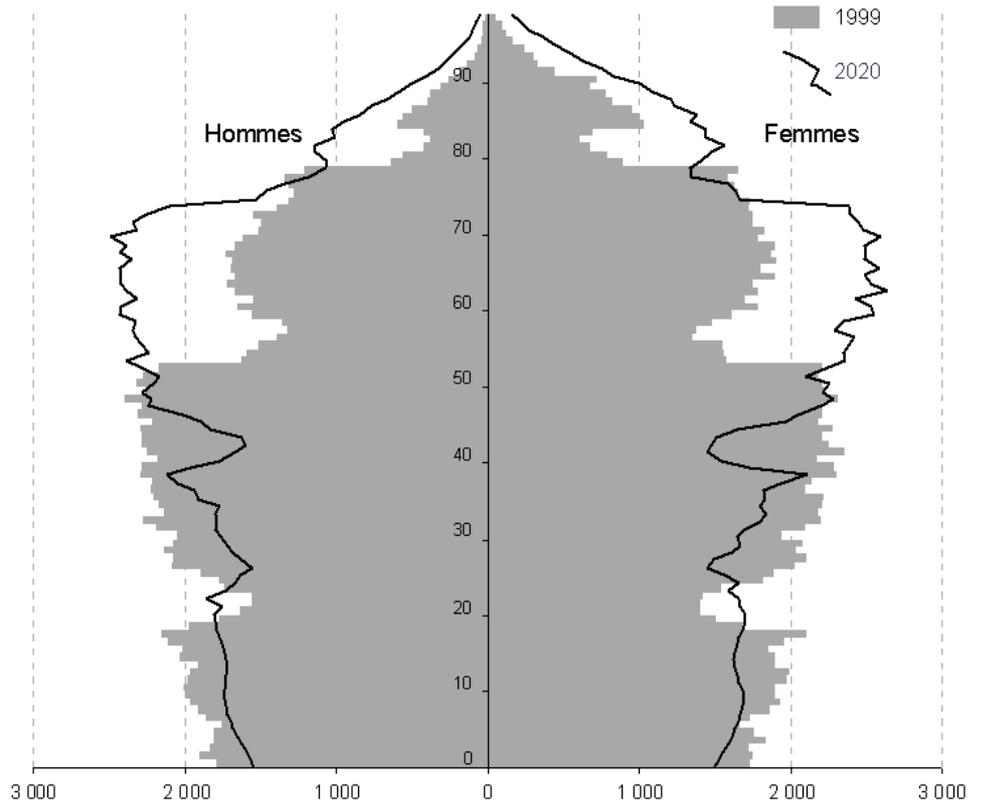


D'après source : INSEE

Cette croissance va reposer de plus en plus sur le solde migratoire positif (plus de personnes venant s'installer en Loir-et-Cher que de celles le quittant), tandis que le solde naturel (rapport entre les naissances et les décès) va d'abord se rapprocher de zéro puis devenir négatif. Le phénomène de vieillissement, déjà perceptible depuis plusieurs décennies, devrait logiquement s'accroître au fil des ans. Les perspectives qui en résultent pour 2020 et plus encore pour 2030, posent question.

La comparaison entre la pyramide des âges constatée en 1999 et celle projetée en 2020 est très parlante : plutôt conique à l'origine, elle tend à se rapprocher d'une pyramide inversée. Le phénomène devrait aller en s'accroissant.

Pyramide des âges du Loir-et-Cher - constat 1999 et projection 2020

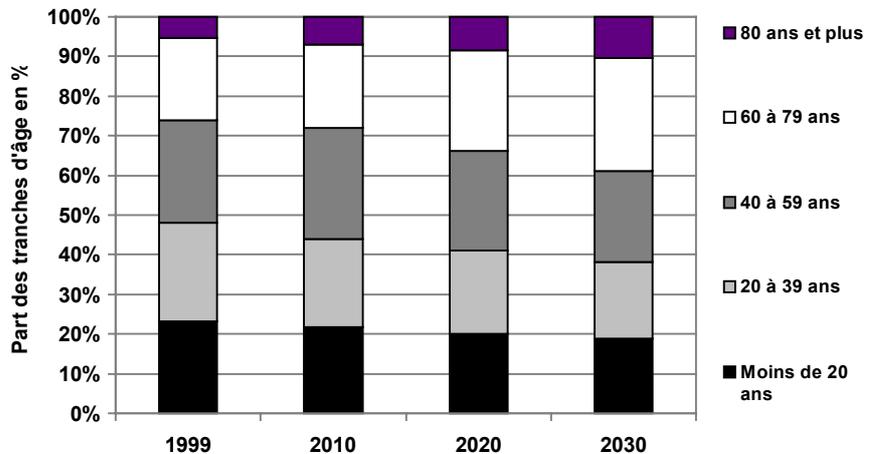


Source : INSEE

En 2030, plus de personnes de 60 à 80 ans que de moins de 20 ans

En 2030, la part des personnes de 80 ans ou plus dans la population serait supérieure à 10 %, soit environ le double de ce qu'elle est en 1999. En fait, le poids de toutes les tranches d'âge en dessous de 60 ans va diminuer, la classe des 60/80 ans devenant la plus nombreuse. C'est donc un véritable bouleversement de la société qui va s'opérer au cours des trente années qui viennent.

Evolution du poids des différentes tranches d'âge entre 1999 et 2030 selon les projections de l'INSEE

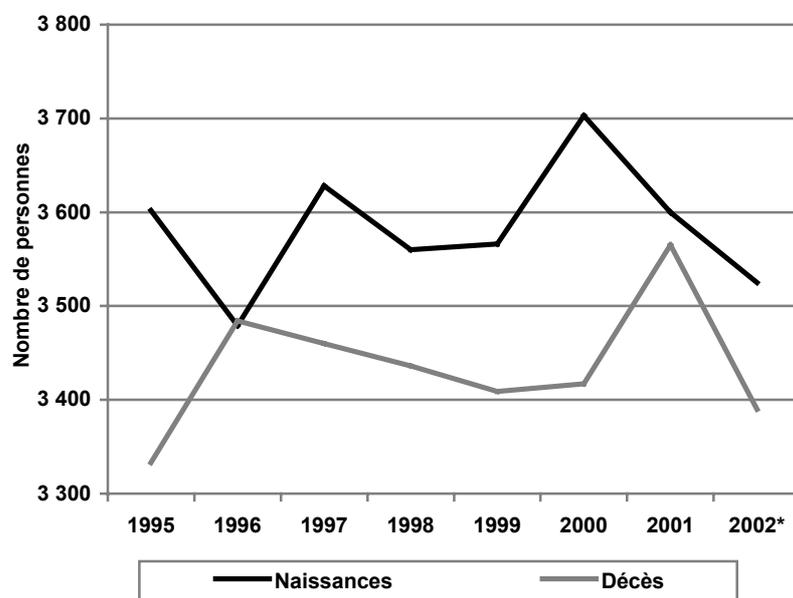


D'après source : INSEE

2 - Moins de naissances et de décès en 2002

Selon les résultats encore provisoires de l'INSEE, on aurait enregistré 3 525 naissances en Loir-et-Cher en 2002 (- 2,1 % en un an) et 3 390 décès (- 4,9 %), soit un solde naturel positif de 135 personnes.

Evolution du nombre de naissances et décès depuis 1995 en Loir-et-Cher



D'après source : INSEE

*données provisoires

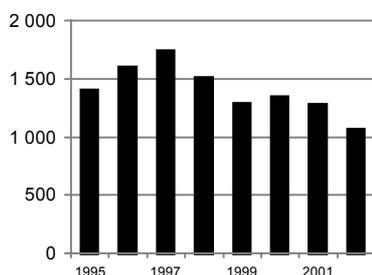
Le pic des « bébés de l'an 2000 » ne semble représenter qu'une parenthèse dans une tendance bien affirmée à la baisse de la natalité qui n'est d'ailleurs pas propre à notre département. Pour l'ensemble de la région, on observe en effet une baisse de 1,9 % par rapport à 2001.

Au phénomène général de recul de l'âge des femmes lors de la première naissance s'ajoute dans le Centre une plus faible proportion de celles ayant entre 20 et 40 ans.

Le nombre des décès semble avoir retrouvé un niveau plus conforme à la tendance observée entre 1996 et 2000. L'accroissement soudain de la mortalité en 2001, qui a touché tous les départements du Centre à l'exception du Cher, n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune analyse.

Le mariage fait de moins en moins d'adeptes. En 2002, seulement 1 063 unions ont été célébrées, soit 17 % de moins que l'année précédente. Le recul, amorcé en 1998, apparaît plus fort dans la région que dans l'ensemble du pays.

Evolution du nombre de mariages en Loir-et-Cher

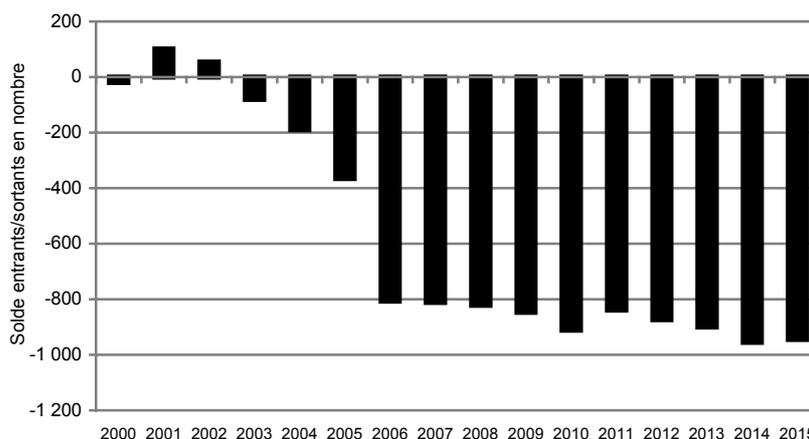


D'après source : INSEE

3 - La diminution du nombre d'actifs aurait déjà commencé en Loir-et-Cher

Toutes les études démographiques s'accordent sur les perspectives de diminution de la population active française à partir de 2006. L'Observatoire s'est déjà fait l'écho de cet « effet de ciseaux » qui va voir arriver sur le marché du travail des classes « creuses », tandis que les classes d'âge très étoffées issues du baby-boom de l'après-guerre parviendront à la retraite. Une tentative a été faite pour mesurer l'ampleur du phénomène en Loir-et-Cher.

Estimations de l'écart entre entrées et sorties de population active en Loir-et-Cher jusqu'en 2015¹



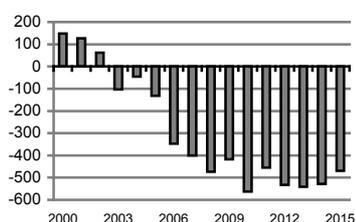
D'après source : INSEE

Selon ces projections, la population active du département commencerait à se contracter dès l'année 2003, avec une brutale aggravation du phénomène en 2006.

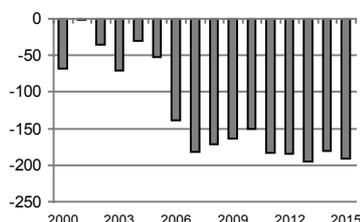
A partir de cette date, le Loir-et-Cher perdrait en moyenne 900 actifs par an. La situation est légèrement différente selon les arrondissements. Celui de Blois connaîtrait une dégradation plus progressive qu'ailleurs jusqu'en 2008 ; ensuite les pertes avoisineraient 500 actifs par an. En Vendômois, le solde serait déjà négatif depuis au moins l'an 2000. A partir de 2007, le débours sera plus accentué et compris entre 150 et 200 personnes. Pour l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay, la tendance est proche de la moyenne départementale. L'effet sera maximal à compter de 2006, avec une diminution d'environ 200 actifs chaque année, à l'exception de quelques pics.

Ces projections purement statistiques ne prennent évidemment pas en compte les événements qui peuvent influencer sur l'évolution de la population active. Nous en connaissons déjà au moins deux dont les répercussions ne vont pas manquer de se faire sentir dans les années qui viennent : le recul de l'âge de la retraite par l'allongement du temps de cotisation ; la fermeture des usines Matra qui peut entraîner un départ important de main d'œuvre vers d'autres départements.

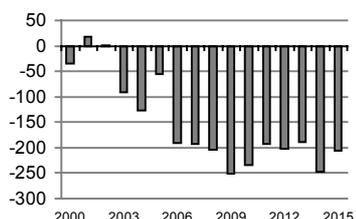
Estimations de l'écart entre entrées et sorties de population active Arrondissement de Blois



Arrondissement de Vendôme



Arrondissement de Romorantin



D'après source : INSEE

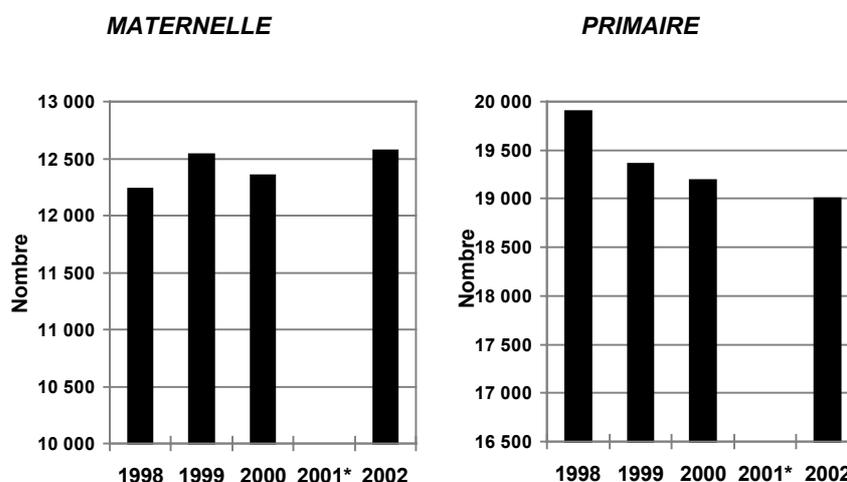
A partir de 2006, le Loir-et-Cher verra sa population active diminuer d'environ 900 personnes par an

¹ Les hypothèses de travail sont calées sur les éléments suivants : population active comprise entre 15 et 59 ans ; taux d'activité par âge en 1999 ; application du taux de mortalité par âge en 1999 ; solde migratoire nul.

1 - Le nombre d'élèves du premier degré connaît un léger sursaut

Les deux années de hausse de la natalité (1999 et 2000) commencent à se voir dans les effectifs de maternelle qui sont plus élevés qu'au cours des dernières années. Ce mouvement ne s'est évidemment pas encore propagé aux classes élémentaires, dans lesquelles l'effritement apparaît cependant très limité. Au total, le Loir-et-Cher comptait près de 31 600 élèves dans l'enseignement du premier degré au cours de l'année scolaire 2002/2003, public et privé confondus, hors enseignement spécialisé (environ 200 élèves).

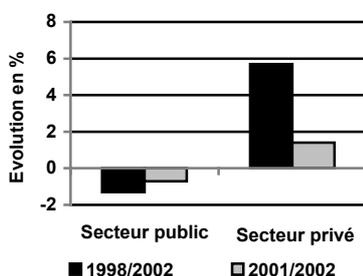
Evolution des effectifs du premier degré en Loir-et-Cher²



D'après source : Inspection Académique

*données non disponibles

Evolution des effectifs des collèges selon le secteur



2 - Peu d'évolutions dans le second degré

Les effectifs des collèges sont très voisins de ceux de l'année scolaire précédente. Cette tendance devrait perdurer quelque temps dans la mesure où le nombre d'élèves de 6^{ème} est stable, après avoir augmenté un peu en 2001. On observe par ailleurs un glissement, progressif mais régulier, du public vers le privé. Depuis 1999, le second a gagné 187 élèves, tandis que le premier en a perdu 139. Le nombre de divisions est inchangé dans les collèges privés, mais il a progressé de cinq unités dans le public (550) ; le nombre d'élèves par division s'établit à 23,38 contre 23,76 précédemment.

² Hors effectifs des classes spécialisées.

1^{er} cycle : 15 980 élèves
(dont 657 Segpa)

2^{ème} cycle : 9 380 élèves

enseignement général et technique : 6 296

- 0,6 % entre 2001 et 2002

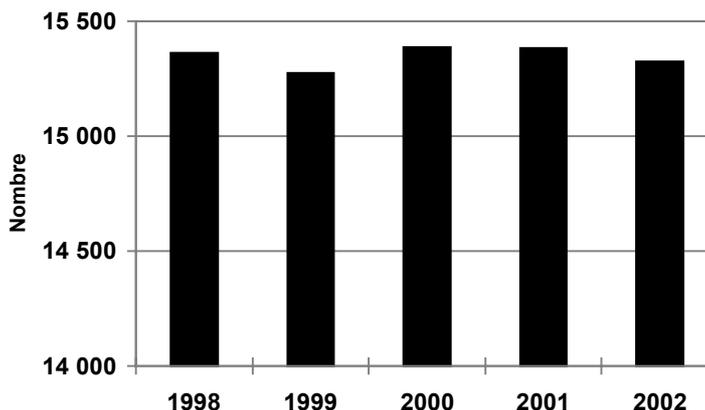
- 6,2 % entre 1998 et 2002

enseignement professionnel : 3 084

- 3,8 % entre 2001 et 2002

- 10,6 % entre 1998 et 2002

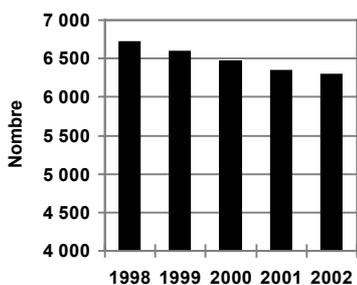
Evolution des effectifs du premier cycle en Loir-et-Cher (hors Segpa)



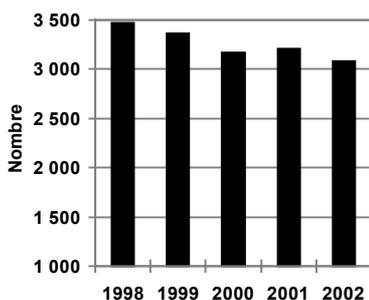
D'après source : Inspection Académique

Evolution des effectifs du second cycle en Loir-et-Cher

Lycées généraux et techniques



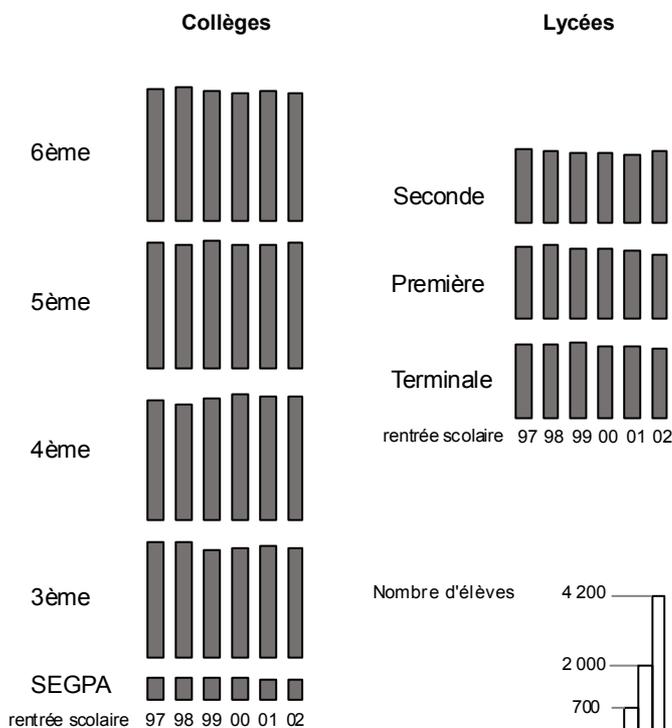
Lycées professionnels



D'après source : Inspection Académique

NB : les dates figurant dans l'ensemble de ces graphiques sont celles de la rentrée scolaire concernée.

Evolution du nombre d'élèves du second degré par classe



D'après source : Inspection Académique

Dans les lycées d'enseignement général et technologique, même si le rythme de baisse est moins marqué pour cette année scolaire 2002-2003, l'érosion des effectifs se poursuit. On enregistre en revanche un nombre d'entrées en seconde supérieur à celui des quatre années précédentes. L'embellie observée dans les lycées professionnels l'an dernier ne s'est pas confirmée ; on y compte 120 élèves de moins. Si les effectifs en CAP se maintiennent, ceux des classes technologiques (4^{ème} et 3^{ème}) sont en fort recul, de même que les entrées en BEP.

Taux de réussite des apprentis aux examens en 2002

	Nombre de candidats		Taux de réussite (%)	
	2001	2002	2001	2002
CFA Chambre de Métiers				
CAP et BEP	435	449	66,0	66,8
Bac Pro et BP	101	82	65,3	57,3
BTS	28	53	64,3	60,4
<i>sous-total</i>	<i>564</i>	<i>584</i>	<i>65,8</i>	<i>64,9</i>
CFA du bâtiment				
CAP	309	284	71,8	73,6
BP	27	43	81,5	81,4
<i>sous-total</i>	<i>336</i>	<i>327</i>	<i>72,6</i>	<i>74,6</i>
TOTAL	900	911	68,3	68,4

Sources : Chambre de Métiers et AFORPROBA

*De meilleurs résultats
aux examens de la session 2002
pour le CFA du bâtiment*

4 - Un pôle universitaire toujours plus attractif

3 660 étudiants en 2002

Principales filières
(en nombre d'étudiants)

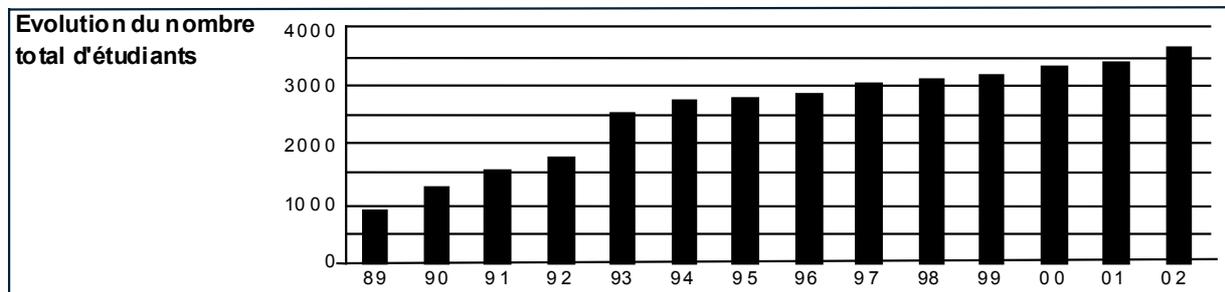
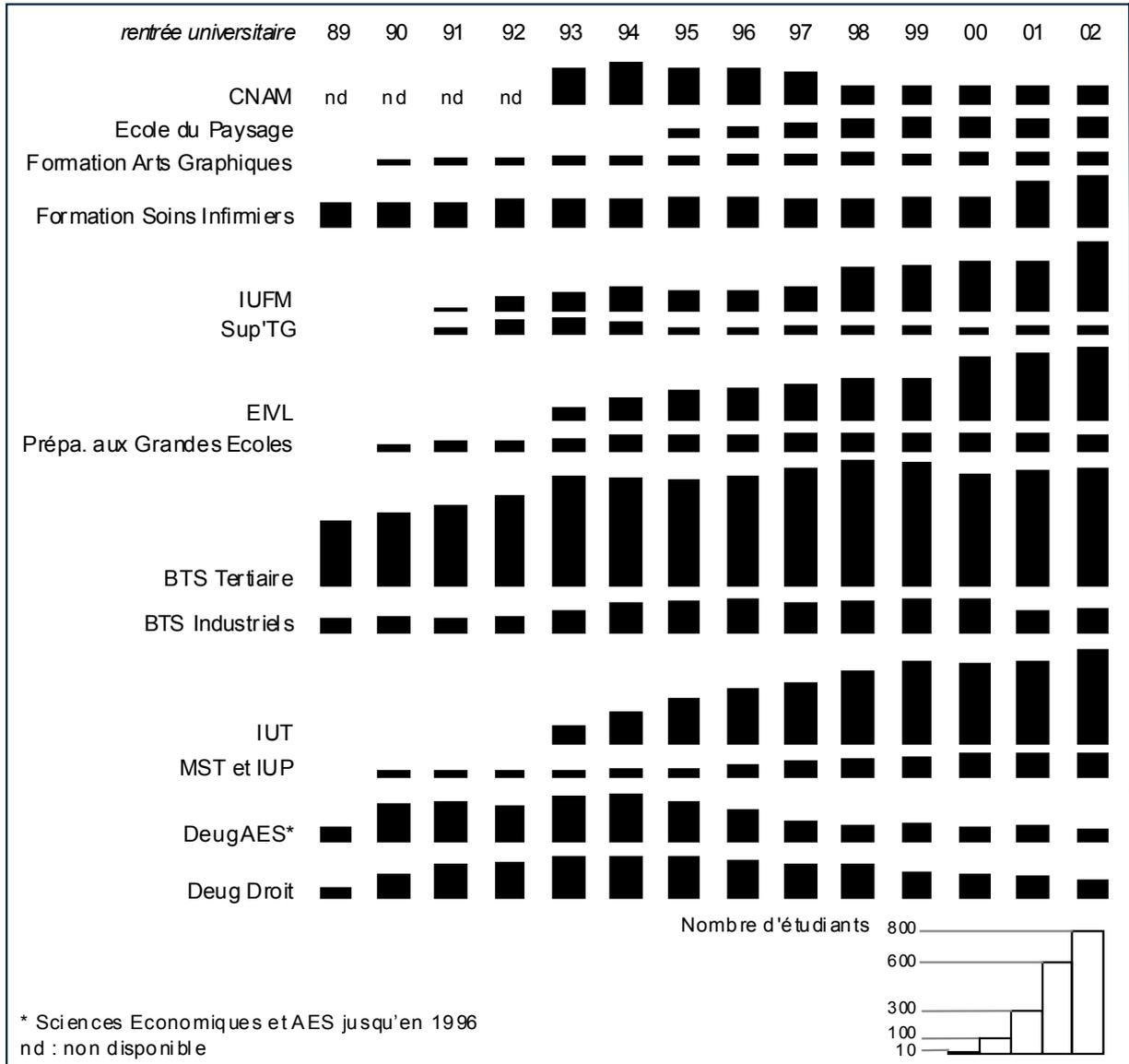
BTS tertiaire	787
IUT	613
EIVL	478
IUFM	452
IFSI	319

AES : Administration Economique et Sociale
EIVL : Ecole d'Ingénieur du Val de Loire
IFSI : Institut de Formation en Soins Infirmiers
IUFM : Institut Universitaire de Formation des Maîtres
IUT : Institut Universitaire de Technologie
IUP : Institut Universitaire Professionnalisé
Sup'TG : Ecole Supérieure de Techniques de Gestion

Le nombre d'étudiants ne cesse de croître. Avec 3 660 inscriptions à la rentrée 2002, le pôle universitaire de Blois consolide son assise au sein de la région Centre, malgré la diminution régulière du nombre de lycéens. Il attire en effet de plus en plus de jeunes venant d'autres départements. L'effectif a ainsi progressé de près de 8 %, soit le taux de croissance le plus élevé des huit dernières années. Quatre filières en sont les principales bénéficiaires. L'IUT, qui depuis trois ans affichait une relative stabilité, connaît un nouveau succès : 613 étudiants au total, dont 12 pour la toute nouvelle licence professionnelle. L'EIVL compte désormais 478 inscrits (soit une hausse de 11 % par rapport à 2001). La nécessité d'endiguer la pénurie de personnels de santé se traduit cette année encore par un renforcement sensible des effectifs de l'école de soins infirmiers (+ 17 %). L'envolée la plus spectaculaire concerne l'IUFM (+ 42 %) qui anticipe sur les départs en retraite, massifs et imminents, des professeurs des écoles. 452 jeunes y ont été formés en 2002.

L'ensemble des autres filières enregistre une relative stabilité à l'exception des DEUG de Droit et AES dont les effectifs ne cessent de se réduire depuis le milieu des années 90.

Evolution du nombre d'étudiants



D'après source : Centre de Promotion de l'Enseignement Supérieur de Blois

Aspects sociaux

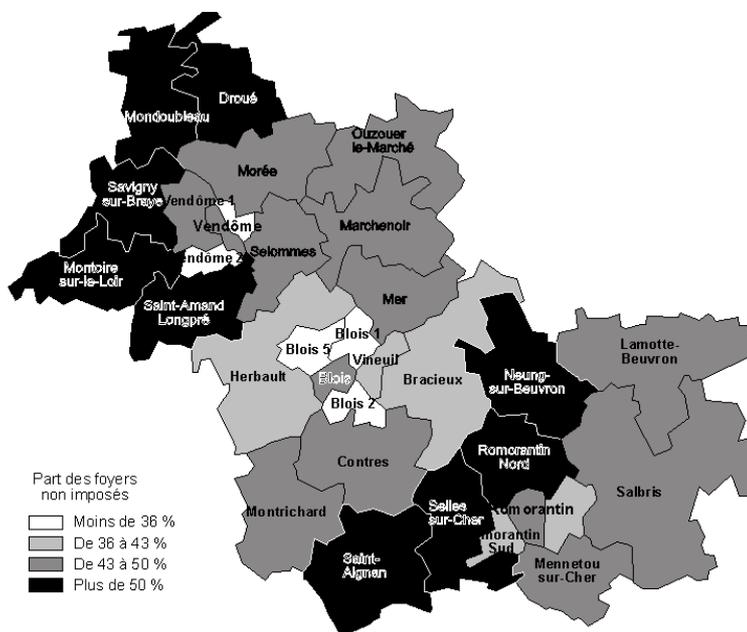
Les revenus

1 - La croissance des revenus en 2000 a soutenu la consommation

En 2000³, le revenu moyen déclaré des ménages a poursuivi sa progression sur un rythme encore plus soutenu qu'en 1999, s'établissant en Loir-et-Cher à 14 360 euros, en hausse de 2,5 % sur l'année en euros courants. Dans un contexte de hausse des prix toujours modérée, l'impact sur la consommation a continué à se faire sentir, avec les retombées très positives sur l'activité qui ont été décrites dans le Bilan Economique et Social de l'an 2000⁴.

La part des foyers non imposés reste assez faible : 46,3 %

A l'inverse de l'année précédente, le nombre des foyers soumis à l'impôt sur le revenu s'est accru un peu plus que celui des foyers non imposés : + 1,4 % (93 638) contre + 0,9 % (80 260). La part de ces derniers s'est en conséquence très légèrement effritée à 46,3 % (- 0,1 point). Elle reste néanmoins plus élevée dans certaines parties du territoire départemental, notamment de Saint-Aignan à Neung-sur-Beuvron et sur le pourtour du Loir-et-Cher de Droué à Saint-Amand-Longpré.



Part des foyers non imposés par canton en 2000

D'après source : Direction des Services Fiscaux

³ Les données sur les revenus, provenant des déclarations d'impôt, sont connues avec un décalage de 2 ans ; la déclaration se fait en année n+1 et elle est ensuite vérifiée par les Services Fiscaux.

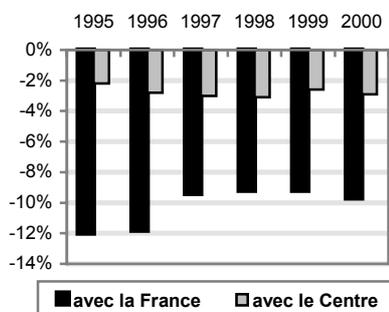
⁴ « 2000, la croissance consolidée – Bilan économique et social du Loir-et-Cher », *Les études de l'Observatoire*, n°16, juillet 2001, consultable sur le site de l'Observatoire (www.observatoire41.com)

Part des foyers non imposés par canton en 2000

Canton	Part des foyers non imposés en %	Canton	Part des foyers non imposés en %
Commune de Blois	46,9	Neung-sur-Beuvron	52,2
Blois 1	29,1	Ouzouer-le-Marché	47,4
Blois 2	31,2	Commune de Romorantin	47,0
Blois 5	32,0	Romorantin Nord	52,4
Bracieux	41,5	Romorantin Sud	37,4
Contres	45,0	Saint-Aignan	54,4
Droué	55,2	Saint-Amand-Longpré	52,1
Herbault	42,8	Salbris	46,7
Lamotte-Beuvron	47,5	Savigny-sur-Braye	51,5
Marchenoir	48,5	Selles-sur-Cher	52,3
Mennetou-sur-Cher	46,0	Selommes	47,9
Mer	43,5	Commune de Vendôme	46,2
Mondoubleau	54,1	Vendôme 1	43,4
Montoire-sur-le-Loir	51,9	Vendôme 2	35,2
Montrichard	49,2	Vineuil	37,7
Morée	49,4	Loir-et-Cher	46,2

D'après source : Direction des Services Fiscaux

Ecart entre le salaire moyen en Loir-et-Cher et celui du Centre et de la France



D'après source : INSEE – Etats DADS

NB : il s'agit du salaire moyen du secteur privé et semi-public.

2 - Le salaire moyen a progressé moins vite en Loir-et-Cher

En 2000, le salaire moyen s'élève en Loir-et-Cher à 16 561 euros, en hausse de 1,6 % sur l'année. Cette progression est plus faible qu'en région Centre (+ 1,9 %) et surtout qu'en France où elle dépasse les 2 %. L'écart avec la moyenne nationale, qui avait eu tendance à se réduire depuis 1995, s'est en conséquence recréé. En 2000, le salaire moyen du département est inférieur de 2,9 % à la moyenne régionale et de 9,7 % à celle de la France, soit un demi point de plus qu'en 1999.

Les minima sociaux

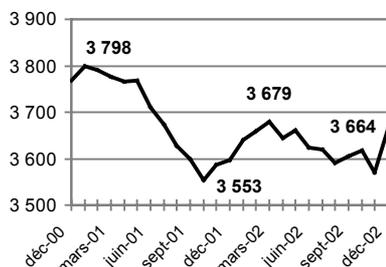
1 - Les allocataires du Revenu Minimum d'Insertion sont à nouveau plus nombreux

L'embellie économique avait conduit à une diminution du nombre d'allocataires⁵ du RMI, en particulier en 2001. Le retournement de l'activité se traduit de façon symétrique par une légère recrudescence. L'évolution n'est d'ailleurs pas linéaire. En effet, après un premier trimestre durant lequel l'accroissement a été sensible, poursuivant ainsi la tendance amorcée au mois de novembre précédent, les effectifs ont entamé une décline en dents de scie. Ce mouvement stoppe brutalement en décembre 2002 avec une hausse de 2,6 % représentant plus de 100 personnes d'un seul coup. Il convient d'ajouter que la hausse modérée constatée sur l'ensemble de l'année tient pour beaucoup au repli des allocataires ressortissant de la MSA. Elle se trouve néanmoins un peu supérieure aux évolutions constatées dans la région et le pays.

⁵ Les allocataires sont les personnes couvertes par le RMI qui sont réellement payées dans le mois.

Le nombre d'allocataires du RMI s'est accru plus vite en Loir-et-Cher que dans le Centre et en France

Evolution du nombre d'allocataires du RMI



Sources : Caisse d'Allocations Familiales - Mutualité Sociale Agricole

Nombre d'allocataires du RMI

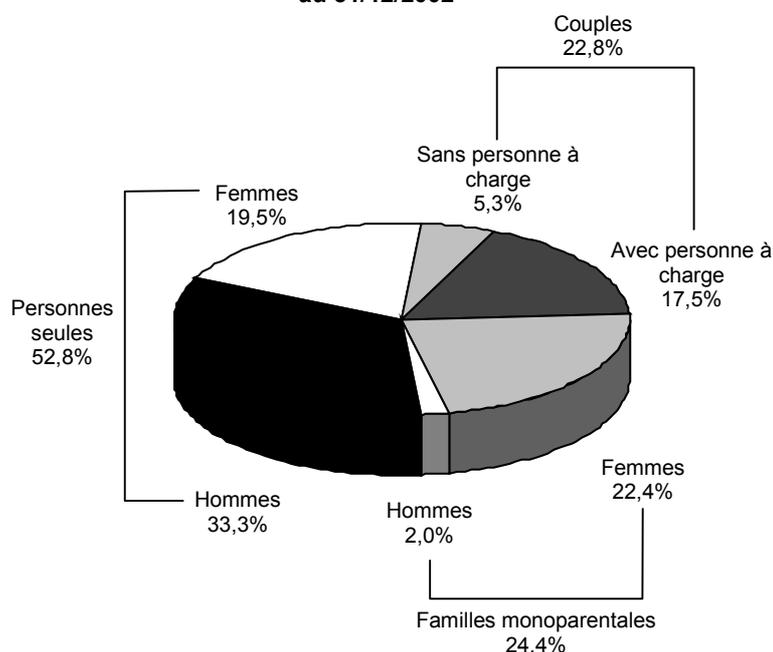
	31/12/2001	31/12/2002	Variation (en %)
Loir-et-Cher	3 596	3 664	+ 1,9
Région Centre*	29 399	29 840	+ 1,5
France*	938 459	950 693	+ 1,3

Sources : CNAF, CAF, MSA

*bénéficiaires

Le montant mensuel moyen de l'allocation s'établit à 371,06 € au 31/12, en hausse de 6,1 % par rapport à décembre 2001.

Répartition des allocataires du RMI selon la composition familiale au 31/12/2002



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

La part des personnes seules est en légère augmentation, mais demeure cependant largement inférieure à la moyenne nationale (58 %). Inversement, la part des bénéficiaires vivant en couple est plus élevée en Loir-et-Cher que dans l'ensemble du pays, 22,8 % contre 17,3 %. Le poids des familles monoparentales, stable, est très voisin de la moyenne française. Plus d'un tiers des personnes sont présentes dans le dispositif depuis au moins cinq ans (36,3 %) ; c'est près de 5 points de plus que la moyenne nationale.

Les nouveaux entrants sont plus jeunes

Dans le courant de l'année, 928 foyers sont entrés dans le dispositif, soit 7,8 % de plus qu'en 2001. Ils représentent 1 297 personnes couvertes au total avec les ayants droits (conjointes et concubins, enfants). La plus forte progression concerne la CLI de Romorantin (+ 41 %), devant celle de Vendôme (+ 11 %). On enregistre à l'inverse moins d'entrées dans la CLI de Blois Agglomération.

Ces informations sont issues du Tableau de bord sur les bénéficiaires du RMI publié par l'Observatoire en mai 2002.

Les données utilisées ont été recueillies dans les bulletins de « Suivi statistique des bénéficiaires du RMI » établis lors de la demande

CLI : Commission Locale d'Insertion

Les nouveaux bénéficiaires sont plus jeunes : 37 % ont moins de 30 ans, contre 34,5 % en 2001. On note un accroissement sensible de la part des 35-39 ans (+ 21,6 %) et de celle des 25-29 ans (+ 11 %). La part des femmes est importante (58 %) et en augmentation. Trois entrants sur dix sont d'anciens érémites ; cette proportion atteint plus de 40 % pour la tranche d'âge des 30 à 49 ans.

Le niveau d'étude est particulièrement élevé en 2002, 26 % des entrants possédant un diplôme de l'enseignement supérieur ou au moins équivalent au baccalauréat, contre 21 % en 2001 et 17 % pour l'ensemble des érémites.

Niveaux d'études⁶ des bénéficiaires

Niveau d'études	Entrants		Ensemble des bénéficiaires	
	2001	2002	2001	2002
Niveaux I, II et III	9,5	13,3	7	7,6
Niveau IV	12	13	9,5	9,4
Niveau V	31,8	28,2	27,9	27,3
Niveaux V bis et VI	46,7	45,5	55,6	55,7

D'après source : échéanciers CLI

Les sorties du dispositif au cours de l'année 2002 correspondent aux bénéficiaires présents dans le dispositif début janvier 2002 qu'on ne retrouve plus dans l'extraction effectuée début janvier 2003. Cette observation ne tient donc pas compte des bénéficiaires entrés et sortis au cours de l'année.

Pour en savoir plus :

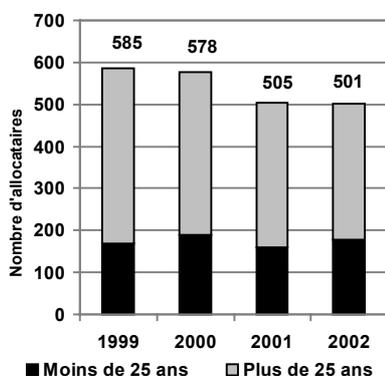
Les Fiches de l'Observatoire n°11
Les bénéficiaires du RMI en Loir-et-Cher. Tableau de bord n°1. Bilan 2002.
Egalement consultable sur le site Internet de l'Observatoire www.observatoire41.com

Les sortants sont plus diplômés que la moyenne

Près de 1 200 bénéficiaires ont quitté le dispositif au cours de l'année, soit 27 % du total des érémites. Un quart d'entre eux étaient présents depuis moins d'un an et 41 % depuis 3 ans ou plus. Comme les entrants, les sortants sont plutôt les jeunes : plus de 4 sur 10 ont entre 25 et 34 ans.

Le niveau de formation des sortants est élevé : 22,5 % possèdent un diplôme égal ou supérieur au bac, contre 16,5 % pour l'ensemble des bénéficiaires. Chez les 25-29 ans, ils sont plus de 42 % dans ce cas. A l'inverse, la part des personnes sans formation particulière (46 %) est inférieure de 9 points à la moyenne des érémites.

Evolution du nombre d'Allocataires Parents Isolés en Loir-et-Cher



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

2 - Autres minima sociaux

Le nombre total d'allocataires parents isolés est resté quasiment stable. En revanche, celui des moins de 25 ans, qui avait baissé en 2001, augmente de nouveau en 2002.

Le nombre de personnes percevant l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) continue sa croissance régulière : 2 738 au 31 décembre, soit + 1,1 % sur l'année.

⁶ Niveaux de formation

I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ; II : diplôme de niveau Bac + 3 ; III : diplôme de niveau Bac + 2 ; IV : diplôme de niveau Bac ; V : diplôme de niveau BEP, CAP ; V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ; VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.

L'aide à domicile aux personnes âgées

1 - La mise en œuvre de l'APA dope les services d'aides à domicile

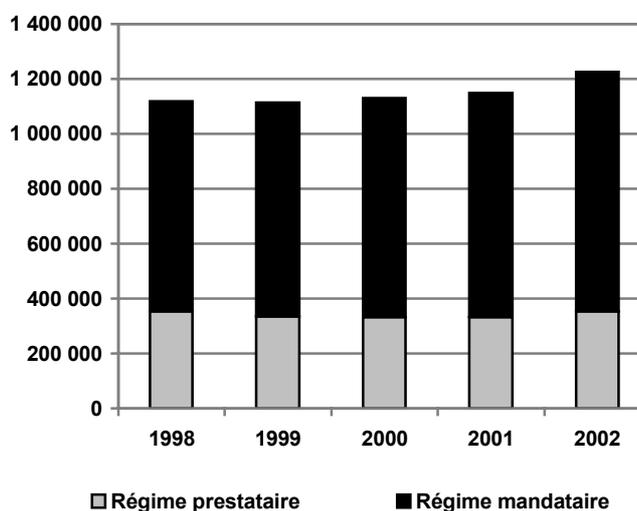
L'exercice 2002 aura été marqué dans le secteur de l'aide à domicile pour personnes âgées, par la mise en place de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie. Cette aide, qui se substitue à la Prestation Spécifique Dépendance, concerne un plus grand nombre de personnes et intervient également dans des domaines plus étendus⁷. Le nombre des demandes a explosé : la PSD concernait 797 personnes fin 2001 (360 à domicile et 437 en établissement), mais un an plus tard, on compte déjà 4 204 bénéficiaires de l'APA, dont 1 475 à domicile. Plus de 5 000 demandes ont déjà été formulées et le flot, bien que moins abondant qu'au cours des premiers mois, ne semble pas se tarir.

La Fédération ADMR, qui gère l'aide à domicile sur une très grande partie du Loir-et-Cher (les autres intervenants étant le CCAS de Blois et le CIAS de Vendôme) constate cet impact dans son bilan : 1 225 455 heures travaillées en 2002, soit une augmentation de 6,7 % en un an.

Elles représentent l'emploi en équivalent temps plein de 192,2 personnes pour le régime prestataire (1 358 aides à domicile) et 472,4 en régime mandataire (1 917 aides à domicile). Le nombre de bénéficiaires est en augmentation de 5,3 %, mais la distorsion est flagrante entre les deux régimes : + 18,2 % en mandataire, - 9,1 % en prestataire.

Sous régime prestataire, c'est l'organisme qui est l'employeur direct de l'aide à domicile ; sous régime mandataire, ce sont les usagers.

Evolution du nombre d'heures de travail



D'après source : Fédération ADMR

⁷ Pour plus de détails, cf « L'impact de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile sur les besoins en emploi en Loir-et-Cher » - Les études de l'Observatoire n°25, consultable sur le site de l'Observatoire (www.observatoire41.com).

2 - Services de soins infirmiers à domicile

La Fédération ADMR a de nouveau pu financer 21 places supplémentaires. Néanmoins, le nombre de personnes aidées a diminué de 3,7 %. Celles-ci ont bénéficié d'un meilleur accompagnement puisque le nombre de journées réalisées est quant à lui en progression de 5 %. Les problèmes de recrutement d'aides-soignant(e)s diplômé(e)s sont de plus en plus prégnants, alors que la mobilité du personnel ne cesse de s'accroître.

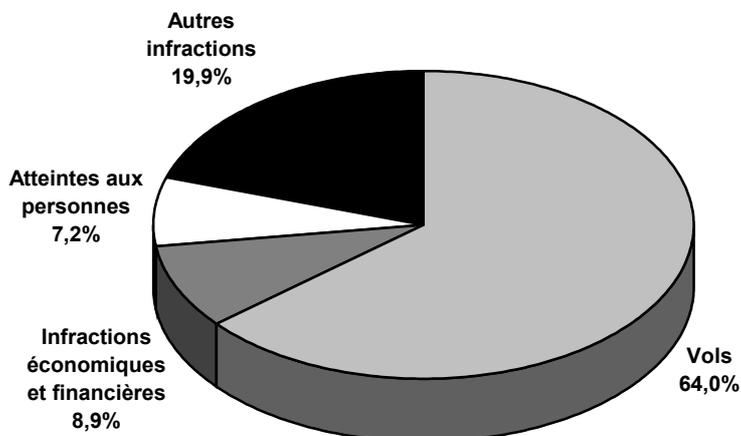
Croissance plus modérée de la délinquance

Le nombre des crimes et délits a augmenté de 3,5 % contre + 7,7 % en 2001

Au cours de l'année 2002, les services de police et de gendarmerie ont constaté 14 085 crimes et délits en Loir-et-Cher soit une augmentation de 3,5 % par rapport à 2001. Ce résultat apparaît cependant encourageant puisque le rythme de hausse a été divisé par 2 (+ 7,7 % l'an dernier). On observe d'ailleurs une baisse de la délinquance en zone police, alors que l'aggravation, bien que moins forte qu'auparavant, atteint encore 8,8 % en zone gendarmerie. Le Loir-et-Cher se classe au 72^{ème} rang des départements français pour le nombre de faits délictueux constatés contre 69^{ème} en 2001.

En région Centre, l'évolution la plus favorable est à porter au crédit du Loiret (+ 0,5 % seulement) ; dans tous les autres cas, la progression est plus sensible que chez nous avec notamment + 9 % dans le Cher et + 10,1 % en Indre-et-Loire.

Répartition par nature des crimes et délits en 2002 en Loir-et-Cher



D'après source : Préfecture de Loir-et-Cher

Des mineurs sont impliqués dans un quart des crimes et délits

Les atteintes aux personnes sont toujours en forte croissance, + 12 %, mais les affaires de stupéfiants s'envolent (+ 59 %). Les vols, catégorie la plus nombreuse, voient en revanche leur progression ralentir (+ 4 %) ; on observe d'ailleurs une baisse sensible du nombre de vols avec violence. C'est également le cas pour les cambriolages de résidences principales, alors que les résidences secondaires sont de plus en plus « visitées ». Au chapitre des satisfactions, on constate un recul des infractions d'ordre économique et financier (- 17 %) et des vols d'automobile (- 5,6 %). A l'opposé, l'implication toujours forte des

Plus d'accidents mais
moins de morts sur nos routes

mineurs dans les actes délictueux (25 %, soit 5 points de plus qu'en moyenne nationale) constitue un motif sérieux d'inquiétude.

Un autre aspect de la délinquance est celui de la violence routière. Le bilan 2002 des accidents de la route est à double facette : 464 ont été recensés, soit 50 de plus qu'en 2001. Le nombre des blessés est également en hausse (une cinquantaine de plus également). En revanche, celui des tués s'inscrit en baisse très nette, comme pour l'ensemble du pays.

Evolution du nombre d'accidents de la route en Loir-et-Cher

	2000	2001	2002	Variation absolue 2001-2002
Accidents	481	413	464	+ 51
Blessés	706	583	634	+ 51
Tués	72	74	50	- 24

Source : Préfecture de Loir-et-Cher

La baisse des taux d'intérêt favorise l'investissement dans le logement

Les ménages ont acheté moins
de véhicules neufs (- 2,9 %)

1 - Le marché de l'automobile tend à s'essouffler

La demande d'automobiles reste forte : plus de 55 000 véhicules ont été immatriculés en Loir-et-Cher en 2002. Néanmoins la progression est ralentie : + 1,1 %, contre + 3,9 % en 2001. Cette tendance est générale puisque l'on observe un repli pour les véhicules neufs alors que le rythme de croissance pour l'occasion a été divisé par deux.

Les évolutions varient sensiblement d'un arrondissement à l'autre. Celui de Vendôme est le moins constant : baisse en 2000, forte hausse en 2001, suivie en 2002 par un nouveau recul de 4,5 % pour l'ensemble des immatriculations, mais qui atteint près de 10 % pour les véhicules neufs. Dans les deux autres, le marché est en progression ; faiblement pour celui de Blois (+ 0,8 %), plus fortement dans le Romorantinais (+ 8,2 %) où les immatriculations de véhicules d'occasion ont bondi de plus de 11 %.

Evolution du nombre d'immatriculations de véhicules en Loir-et-Cher

	2001	2002	Variation absolue	Variation relative (en %)
Véhicules neufs	12 287	11 925	- 362	- 2,9
Véhicules d'occasion	42 196	43 172	+ 976	+ 2,3
Total	54 483	55 097	+ 614	+ 1,1

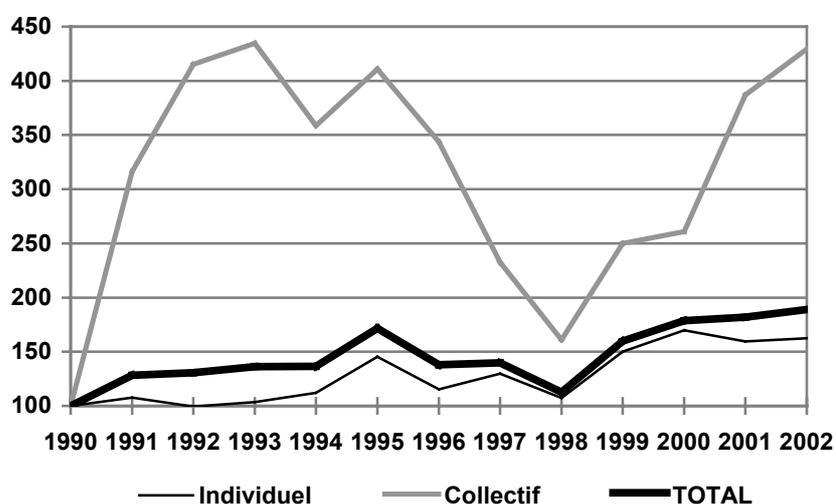
Source : Préfecture de Loir-et-Cher

2 - Les logements collectifs tirent la croissance du secteur de la construction

La demande de logements continue de faire preuve d'un grand dynamisme. Dans l'individuel, la petite pause de 2001 est effacée avec la mise en chantier de 1 366 logements, deuxième meilleur résultat depuis 1990, en hausse de 2 % sur l'année. Dans le même temps, les programmes collectifs ont poursuivi leur mouvement de hausse : 395 unités commencées, soit une progression de 11 %. Au total, 1 761 nouveaux logements ont été lancés, soit 3,8 % de plus qu'en 2001.

Une nouvelle fois, le Loir-et-Cher se distingue de la région dont l'évolution moyenne fait ressortir au contraire un tassement (- 3,3 %) qui affecte aussi bien le collectif que l'individuel.

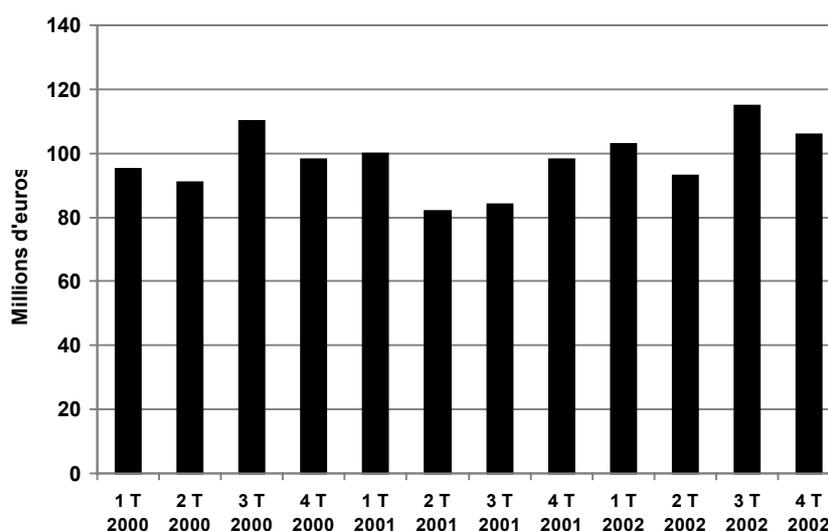
Evolution du nombre de logements mis en chantier en Loir-et-Cher (base 100 en 1990)



D'après source : DRE - Siclone - Sitadel

Le marché est donc resté très porteur dans notre département, alors que des signes d'essoufflement semblaient se faire jour l'an dernier. En témoignent également les transactions dans l'immobilier ancien dont le montant a atteint 417 millions d'euros, en hausse de 13 % par rapport à 2001. Il est indéniable que la faiblesse des taux d'intérêt constitue un aiguillon de poids. De même, le maintien de la TVA à 5,5 % sur les travaux d'amélioration contribue à soutenir le volume d'activité. Le secteur du bâtiment s'est donc trouvé épargné par le retournement de conjoncture, ce qui représente une véritable bouffée d'oxygène pour notre économie et en particulier en milieu rural.

Evolution trimestrielle des transactions dans l'immobilier ancien



D'après source : Direction des Services Fiscaux

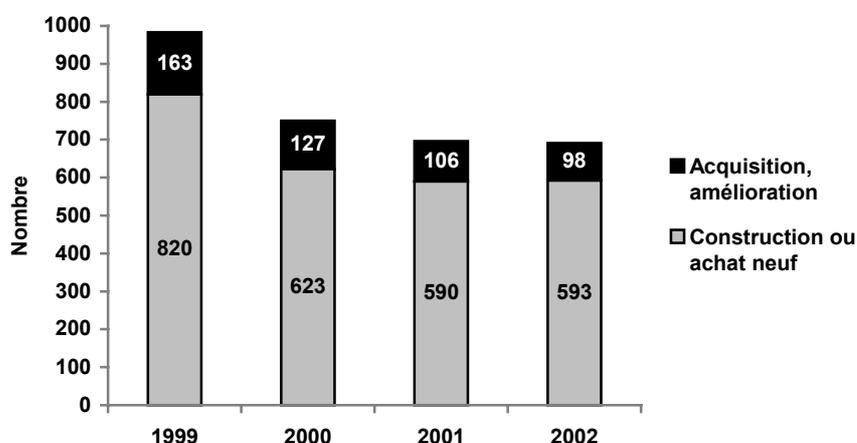
3 - Stabilité dans la mobilisation du prêt à taux zéro

Avec 691 unités en 2002 contre 697 l'année précédente, la production du Prêt à Taux Zéro (PTZ) est restée stable dans le département comme sur l'ensemble du pays. L'évolution apparaît néanmoins plus favorable que pour le reste de la région où des reculs importants ont été enregistrés, à l'exception de l'Indre. Les caractéristiques des PTZ émis confirment les tendances antérieures. Ainsi, le coût moyen des opérations s'établit à 102 900 euros, en augmentation de 6,8 % ; on observe d'ailleurs un glissement régulier des bénéficiaires disposant de revenus faibles vers ceux ayant des revenus intermédiaires. Les opérations concernent en quasi-totalité des logements individuels (99 %), en particulier des logements neufs (85,7 %). Les accédants sont toujours très majoritairement jeunes, 70 % ayant moins de trente ans.

Autant de prêts accordés qu'en 2001.

Le coût moyen des opérations financées avec l'aide du prêt augmente sensiblement

Nombre de prêts à taux zéro accordés en Loir-et-Cher



D'après source : ADIL – SGFGAS

Le surendettement augmente moins qu'ailleurs

637 dossiers nouveaux
+ 2,4 % en un an

Le Loir-et-Cher moins touché
que le Centre et la France

Avec la reprise du chômage, le spectre de la précarité refait surface, insidieusement. Avec l'augmentation du nombre des bénéficiaires du RMI, celle du volume des dossiers déposés auprès de la commission de surendettement en est un signe patent. Certes, l'évolution demeure modérée, + 2,4 %, pour un total de 637 dossiers, inférieur aux volumes enregistrés en 1999 ou 2000. Elle n'en constitue pas moins un signal d'alarme sur la situation préoccupante d'un nombre accru de nos concitoyens.

Les signaux apparaissent encore plus forts au niveau national et surtout pour l'ensemble de la région ; dans le Centre, le nombre de nouveaux dossiers a augmenté de 11 %. La part du Loir-et-Cher dans le total ne cesse d'ailleurs de s'amenuiser : elle a perdu 2 points au cours des quatre dernières années pour se situer aujourd'hui à 8,8 %.

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

	1999	2000	2001	2002	Variation 2001/2002 (en %)
Loir-et-Cher	718	674	622	637	+ 2,4
Région Centre	6 704	6 867	6 470	7 202	+ 11,3
France	142 449	148 408	137 882	145 236	+ 5,3

Source : Banque de France

Il convient de signaler que les nouvelles dispositions en matière de faillite personnelle, adoptées en 2003, vont certainement modifier le recours au dispositif actuel dès l'an prochain.

L'activité économique

La vie des entreprises et des établissements

1 - Fort ralentissement des créations d'entreprises

Les données provisoires pour 2002 font état d'une perte de 131 entreprises, intervenant après celle de 2001 (96)

Contrairement à l'année précédente, les données définitives de la Chambre de Commerce et d'Industrie pour les mouvements d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés en 2001 sont très proches des provisoires. On observe tout au plus une légère correction à la baisse pour les immatriculations (1 040 au lieu de 1 046) et à la hausse pour les radiations (1 136 au lieu de 1 106). Le solde apparaît donc négatif de 96 unités. En 2002, la situation ne serait pas meilleure avec un nouveau recul des immatriculations, de forte ampleur (120 de moins selon les chiffres provisoires) ; les radiations seraient elles aussi moins nombreuses, mais la baisse serait plus limitée (- 85). Dans l'état actuel des dossiers, le solde traduirait une perte de 131 entreprises. L'industrie est évidemment concernée par cette évolution avec un solde négatif de 25 unités, mais les services aux entreprises en perdraient 40, les hôtels – cafés – restaurants 32 et le commerce une soixantaine. La construction continuerait de faire preuve de dynamisme (+ 22), ainsi que les services collectifs.

Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher

	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2001	2002*	Variation	2001	2002*	Variation	2001	2002*
Agriculture	47	48	1	49	36	- 13	- 2	12
Industrie	104	96	- 8	128	121	- 7	- 24	- 25
Construction	98	90	- 8	67	68	1	31	22
Tertiaire	791	686	- 105	892	826	- 66	- 101	- 140
<i>dont Commerce</i>	<i>390</i>	<i>306</i>	<i>- 84</i>	<i>436</i>	<i>368</i>	<i>- 68</i>	<i>- 46</i>	<i>- 62</i>
<i>Hôtels-café- restaurants</i>	<i>105</i>	<i>118</i>	<i>13</i>	<i>140</i>	<i>150</i>	<i>10</i>	<i>- 35</i>	<i>- 32</i>
<i>Transports</i>	<i>31</i>	<i>27</i>	<i>- 4</i>	<i>40</i>	<i>39</i>	<i>- 1</i>	<i>- 9</i>	<i>- 12</i>
<i>Services aux entreprises</i>	<i>193</i>	<i>171</i>	<i>- 22</i>	<i>206</i>	<i>211</i>	<i>5</i>	<i>- 13</i>	<i>- 40</i>
<i>Services collectifs, santé</i>	<i>72</i>	<i>64</i>	<i>- 8</i>	<i>70</i>	<i>58</i>	<i>- 12</i>	<i>2</i>	<i>6</i>
Total	1 040	920	- 120	1 136	1 051	- 85	- 96	- 131

Source : CCI de Loir-et-Cher

* provisoires

Les mouvements d'entreprises « purs » sont ceux concernant les seules créations ou radiations réelles. Les achats, cessions, changements de lieu, de forme juridique, etc. sont exclus.

Ces résultats alarmants sont cependant tempérés par les évolutions propres aux créations et radiations « pures » : en 2001, le solde s'est révélé largement positif de 45 unités. Pour 2002, il demeurerait favorable, quoique beaucoup plus modestement (+ 6) en raison d'un repli sévère des créations.

Plus de défaillances d'entreprises

La dégradation de la conjoncture ne pouvait pas ne pas engendrer un accroissement des dépôts de bilan. Le greffe du tribunal de Blois a ouvert 180 procédures judiciaires pour l'ensemble du département, contre 163 en 2001. Les difficultés se sont avérées plus lourdes puisque le nombre des mises en redressement judiciaire a peu évolué (79 contre 77), tandis que celui des liquidations judiciaires immédiates a sensiblement augmenté (101 contre 79). Dans la circonscription du tribunal de Romorantin, cette évolution est particulièrement sensible avec 16 redressements (- 3) et 25 liquidations (+ 9).

2 - Le Blaisois particulièrement touché

Une forte poussée de créations d'entreprises peut être un indicateur de difficultés. En effet, en cas de blocage du marché local du travail, les demandeurs d'emploi ayant des projets sont plus enclins à sauter le pas. Ils bénéficient souvent, de surcroît, de soutiens financiers et techniques.

La baisse du nombre des immatriculations aurait principalement affecté l'arrondissement de Blois avec 21 % de moins qu'en 2001. Malgré un léger recul des radiations, le solde serait en conséquence très défavorable. Le déficit serait moins sévère en Vendômois, où un fort repli des radiations aurait largement compensé celui des créations. En revanche, le Romorantinais aurait bénéficié d'un double mouvement favorable faisant apparaître un solde positif.

Immatriculations et radiations d'entreprises par zone d'emploi

Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2001	2002*	Variation (%)	2001	2002*	Variation (%)	2001	2002*
Blois	605	478	- 21	625	599	- 4,2	- 20	- 121
Vendôme	194	181	- 6,7	245	201	- 18	- 51	- 20
Romorantin	241	261	+ 8,3	266	251	- 5,6	- 25	10
Total⁸	1 040	920	- 11,5	1 136	1 051	- 7,5	- 96	- 131

Source : CCI de Loir-et-Cher

* provisoires

3 - Entreprises implantées ou disparues en 2002

Sur le plan de l'implantation ou de la création de nouvelles entreprises, le millésime 2002 ne restera pas dans les annales. Certes, des projets dont la décision était intervenue en 2001 se sont concrétisés ou sont montés en puissance, comme Victoria Line à Blois et Sauper Aviation sur l'aérodrome du Breuil. Hormis l'installation de Rafaut à Salbris et de la Générale de Logistique à Mer, les dossiers significatifs sont rares.

Très peu d'implantations

⁸ Le total par zone d'emploi peut être différent de celui par activité dans la mesure où cette dernière n'est parfois pas renseignée. De même, le nom de la commune peut faire défaut.

Principaux établissements et entreprises créés ou implantés en 2002

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
SARL RAFAUT SALBRIS	Salbris	Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	15
SARL SEGA	Blois	Sélection et mise à disposition de personnel	15
SARL GENERALE DE LOGISTIQUE	Mer	Entreposage non frigorifique	10
SAS BRANDT CUSTOMER SERVICES	Saint-Ouen	Fabrication d'appareils électroménagers	10
SARL PYRÉNÉENNE DU SIÈGE	St-Gervais-la-Forêt	Commerce de détail de meubles	9
SAS VILLEMECA	Villefranche/Cher	Mécanique générale	9

Sources : CCI de Loir-et-Cher, ADELEC

Fermeture de Matra BAE Dynamics : 330 emplois de moins à Salbris

De nombreuses disparitions d'établissements importants sont à déplorer. La Sologne et la Vallée du Cher sont plus particulièrement touchées avec notamment la fermeture de l'usine Matra BAE à Salbris et la société TIPSY création à Romorantin. Dans le Vendômois, on enregistre la perte d'une entreprise implantée assez récemment : Orfèvrerie de France (Groupe L'Ecuyer) qui avait pris place dans les ateliers laissés vacants par le transfert de La Calhène de La Ville-aux-Clercs à Vendôme.

Principaux établissements ou entreprises disparus en 2002

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
SA MATRA BAE DYNAMICS FRANCE	Salbris	Fabrication d'armement	330
SA TIPSY CREATION	Romorantin-Lanthenay	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	40
SA MAGNIEZ PAUL	Vendôme	Traitement et revêtement des métaux	35
SA MUR EXPERT	Romorantin-Lanthenay	Vente à domicile	31
SA GROUPE L'ECUYER (Orfèvrerie de France)	La Ville-aux-Clercs	Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	29
SARL GOISLARD	Villefranche/Cher	Mécanique générale	22
SA EISAS	Lamotte-Beuvron	Fabrication de composants électroniques actifs	22
SA ELYO CENTRE	Blois	Production et distribution de chaleur	19
SAS AQUA COOL (EX AQUARELLE)	Avaray	Fabrication de machines diverses d'usage général	15
SARL NEUJILLY CONSORTIUM SERVICES	Saint-Aignan	Transports routiers de marchandises de proximité	11
SARL FISSON ENTREPRISE	Selles-Saint-Denis	Miroiterie de bâtiment vitrerie	10
CILOMATE TRANSPORTS	Salbris	Transports de marchandises	9

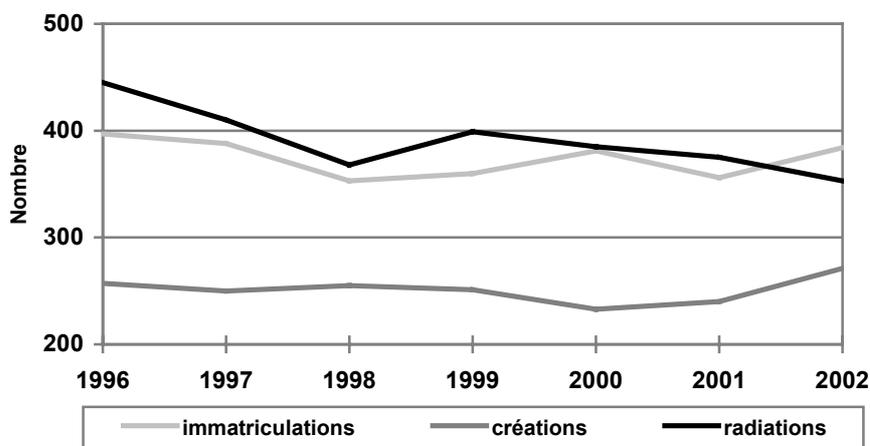
Source : CCI de Loir-et-Cher

L'artisanat va mieux depuis
quelques temps et gagne
31 entreprises en 2002

4 - La situation de l'artisanat s'est nettement améliorée

Dans une conjoncture difficile, l'artisanat a réussi à évoluer à contre-courant et à opérer un redressement assez sensible. Le nombre des immatriculations (384) s'est en effet accru de 28 unités, tandis que celui des radiations a poursuivi sa tendance à la baisse (353, - 22). Le solde est en conséquence largement positif avec un gain de 31 entreprises artisanales ; ce phénomène n'avait plus été observé depuis très longtemps. On note de surcroît une augmentation des créations pures : 271 en 2002 soit 31 de plus que l'année précédente ; il s'agit du meilleur résultat enregistré depuis 1995.

Evolution du nombre d'immatriculations et de radiations d'entreprises artisanales



D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

La zone d'emploi de Romorantin et, dans une moindre mesure, celle de Vendôme apparaissent en pointe dans ce mouvement : forte hausse des immatriculations, baisse importante des radiations ; dans le second, le solde est largement positif. En revanche, la situation se détériore dans le bassin de Blois où une perte de 10 entreprises artisanales est enregistrée.

Immatriculations et radiations d'entreprises par zone d'emploi

Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2001	2002*	Variation (%)	2001	2002*	Variation (%)	2001	2002*
Blois	200	192	- 4	188	202	+ 7,4	12	- 10
Vendôme	73	81	+ 11	95	72	- 24,2	- 22	9
Romorantin	83	111	+ 33,7	92	79	- 14,1	- 9	32
Total	356	384	+ 7,9	375	353	- 5,9	- 19	31

Source : Chambre de métiers de Loir-et-Cher

A l'exception de l'alimentation, tous les secteurs ont vu leur stock d'entreprises regonfler. La palme revient une nouvelle fois au bâtiment avec + 1,2 % sur douze mois, mais la production fait mieux que se défendre avec + 0,9 %. Globalement, l'augmentation est de 0,7 %.

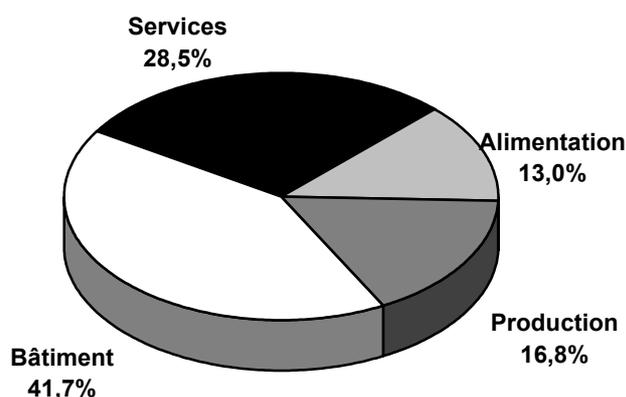
Les résultats de 2002 permettent évidemment de limiter l'érosion sur les cinq dernières années. L'effritement n'est plus que 0,7 % pour l'ensemble, contre - 1,7 % pour la période 1997/2001.

Evolution du nombre d'entreprises par secteur d'activité

Secteurs	Stock d'entreprises					Evolution 98/02 (en %)
	1998	1999	2000	2001	2002	
Alimentation	651	636	624	606	599	- 8
Production	804	801	789	770	777	- 3,4
Bâtiment	1 846	1 840	1 866	1 901	1 923	+ 4,2
Services	1 344	1 329	1 323	1 306	1 314	- 2,2
TOTAL	4 645	4 606	4 602	4 583	4 613	- 0,7

D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Répartition des entreprises artisanales par grands secteurs d'activités en 2002



D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Le niveau d'activité des entreprises

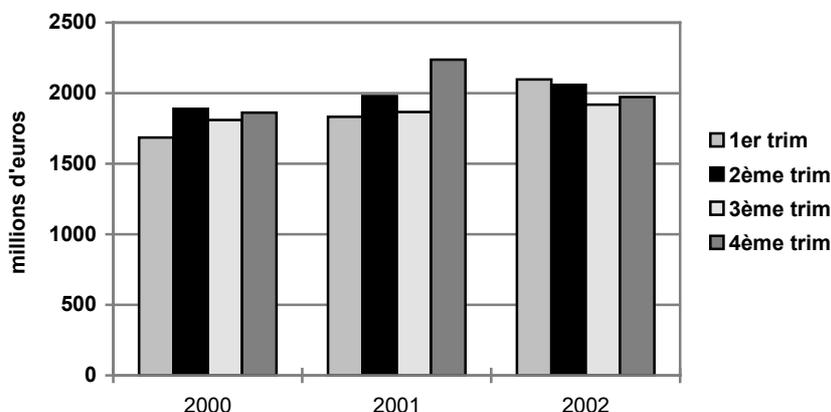
1 - Les chiffres d'affaires se sont repliés

La contraction de l'activité se retrouve dans l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises, mesurés par les Services Fiscaux. Suivant le chemin inverse des années précédentes, ils ont diminué tout au long de l'année bien qu'une certaine stabilisation semble se dessiner au quatrième trimestre. Le montant total annuel dépasse 8 milliards d'euros. Il n'est pas comparable exactement à celui de 2001 car il prend en compte des éléments nouveaux exclus auparavant ; ceux-ci représentent environ 2 à 3 % de chiffre d'affaires en plus. L'évolution brute s'établissant à + 1,7 %, on peut considérer qu'à périmètre inchangé, le recul se situe entre 1,5 et 2,5 %, hors inflation.

Pour en savoir plus, cf enquête trimestrielle de conjoncture intégrée dans « l'Indicateur 41 », tableau de bord de l'Observatoire

L'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'Observatoire conforte cette impression. Les indicateurs se sont dégradés sensiblement au cours du deuxième semestre. Les chiffres d'affaires réalisés entre octobre et décembre étaient inférieurs à ceux de la même période de 2001 dans 4 entreprises sur 10. Ce recul affectait surtout l'industrie où cette proportion atteignait près de 50 %.

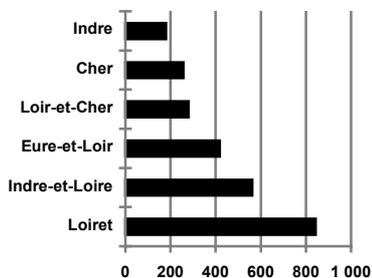
Chiffres d'affaires des entreprises



Source : Direction des Services Fiscaux⁹

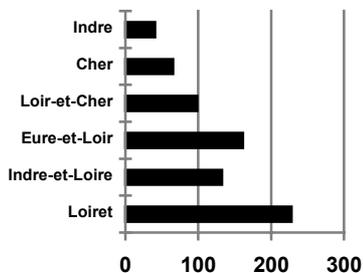
2 - Les impôts perçus au titre de l'Etat

Montant de la TVA collectée en région centre (en millions d'euros) en 2002



D'après source : Direction Régionale des Impôts

Montant de l'impôt sur les sociétés acquitté en région centre (en millions d'euros) en 2002



D'après source : Direction Régionale des Impôts

Le mode de calcul ayant changé¹⁰, la comparaison avec les années précédentes n'est pas possible. On indiquera qu'au plan national, les montants de TVA recouvrée ont progressé de 3 %, tandis que l'impôt sur les sociétés reculait de 4,2 %. Dans cette baisse, il faut tenir compte du nouveau taux réduit de 15 % institué au profit de certaines entreprises.

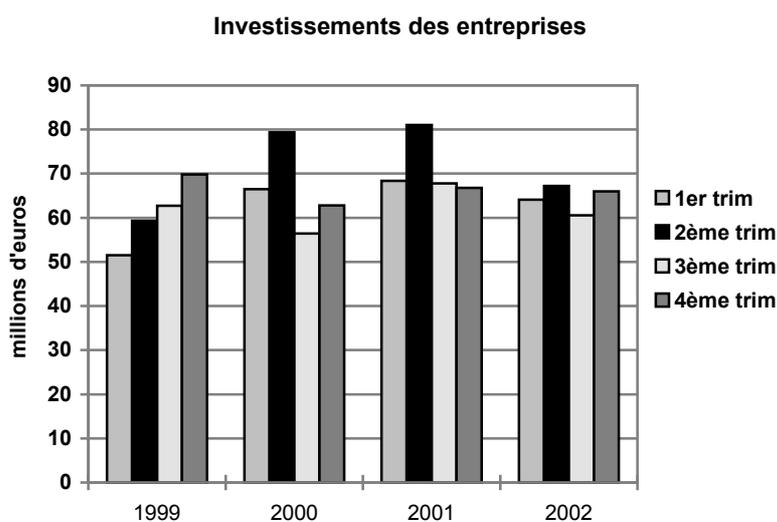
En Loir-et-Cher, le montant de la TVA recouvrée s'est élevé à près de 280 millions d'euros, soit 11,1 % du total régional (11 % en 2001).

Le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté en 2002 s'élève à 98,4 millions d'euros. Il représente 13,6 % du total régional.

⁹ Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la TVA. A compter du 1^{er} janvier 2002, CA des entreprises au régime réel normal, y compris régimes mini réel et simplifié agricole, y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

¹⁰ Les recettes fiscales enregistrées en 2002 ne sont pas comparables à celles des années antérieures. En effet, au début de l'année a été créée une Direction des Grandes Entreprises, nouveau service à compétence nationale de la Direction Générale des Impôts. Celui-ci assure le contrôle et le recouvrement de la plupart des impôts et taxes dus par toutes les sociétés établies en France dont le chiffre d'affaires est supérieur à 600 millions d'euros, ou qui sont liées dans certaines conditions à une telle société. En région Centre, cela concerne 276 entreprises ; l'impôt sur les sociétés et la TVA dus par elles n'entrent plus dans les produits perçus dans la région.

3 - Repli des investissements

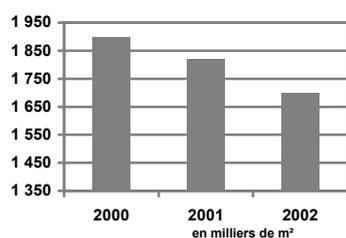


Source : Direction des Services Fiscaux

Le montant total des investissements réalisés par les entreprises du Loir-et-Cher, reconstitués à partir de la TVA ayant grevé les immobilisations inscrites au bilan, s'établit à 257,9 millions d'euros en 2002. Il apparaît ainsi en baisse de plus de 9 % par rapport à l'année précédente, selon le tableau de bord des services financiers. Si l'on tient compte de l'inflation, ce niveau est inférieur à celui enregistré en 2000. Contrairement aux trois dernières années, les volumes sont restés assez constants selon les trimestres, avec peut-être un creux un peu plus marqué au cours de l'été.

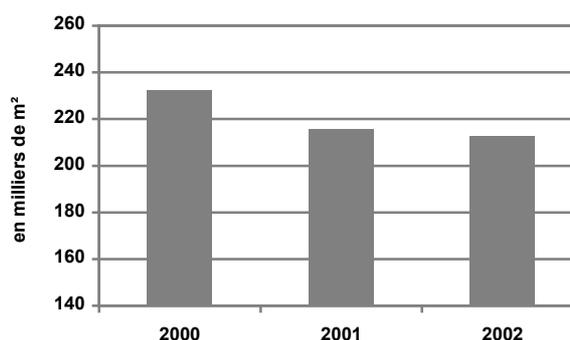
4 - Moins de nouvelles surfaces destinées aux activités¹¹

Locaux d'activités commencés en région Centre



Locaux d'activités commencés

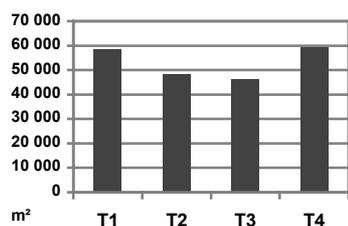
En Loir-et-Cher



D'après source : DRE - Sitaldel

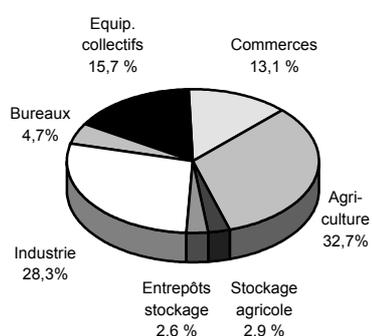
¹¹ Les données concernent les locaux réellement commencés au cours de l'année.

Evolution trimestrielle de la construction de locaux d'activité en 2002



D'après source : DRE - Sitadel

Répartition des surfaces commencées en 2002 par activité



D'après source : DRE - Sitadel

Déjà enclenché l'an dernier, le mouvement de repli dans la mise en chantier de nouvelles surfaces à vocation économique s'est poursuivi en 2002. Au total, 212 700 m² de locaux ont été commencés dans notre département, soit un recul de 1,4 %. Pour l'ensemble de la région, la baisse est plus sensible : - 6,7 %. Le milieu de l'année s'est révélé le moins porteur. En revanche, on observe un rebond au cours du dernier trimestre.

Les investissements immobiliers sont restés très soutenus dans l'agriculture (hors stockage) et les équipements collectifs. De même pour les bureaux, après une année 2001 très moyenne il est vrai.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux d'activités

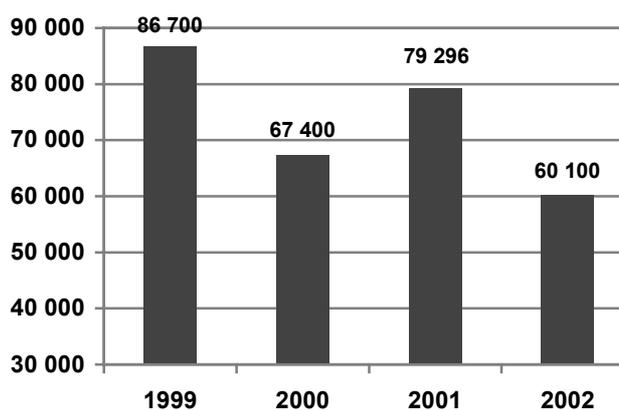
Destination	2001 en m ²	2002 en m ²	Variation absolue en m ²	Variation relative (%)
Agriculture	53 100	69 500	+ 16 400	+ 30,9
Stockage agricole	7 600	6 200	- 1 400	- 18,4
Industrie, artisanat	79 300	60 100	- 19 200	- 24,2
Commerces	27 800	27 900	+ 100	+ 0,4
Entrepôts, stockage	11 300	5 600	- 5 700	- 18,4
Bureaux	6 000	10 000	+ 4 000	+ 66,7
Equipements collectifs	30 600	33 400	+ 2 800	+ 9,2
TOTAL	215 700	212 700	- 3 000	- 1,4

Source : DRE - Sitadel

L'industrie enregistre un recul sévère avec près d'un quart de moins qu'en 2001. Elle réalise ainsi son plus mauvais résultat depuis 4 ans.

Surfaces commencées destinées à l'industrie

en m²



D'après source : DRE - Sitadel

5 - Les aides économiques et financières

Montants accordés en 2002 en Loir-et-Cher pour les principaux types d'aides¹²

Principaux types d'aides	Nombre d'entreprises ou de dossiers concernés	Montant total accordé (milliers d'euros)
Entreprises / Industries		
Reconversion des industries de défense		
F.R.E.D. (Fonds de Reconversion des Entreprises de Défense)	2	57,6
Immobilier d'entreprise		
FERI (Fonds Economique Régional d'Intervention)	3	482,4
FEDI (Fonds Economique Départemental d'Intervention)	10	1 300
Création de zone d'activités		
PARCQ (aide départementale à l'aménagement de zones de qualité en intercommunalité)	4	1 351,2
Création ou développement		
Loir-et-Cher Initiative	28	151,8
Encouragement au Développement des Entreprises Nouvelles	43	197
Prêts de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	6	
Accompagnement des entreprises dans leurs programmes d'investissements matériels de modernisation (ex FDPMI)	5	271,2
CREATIS (aide à la création industrie et services - Région)	2	118
Programme d'appui global à l'entreprise (PAGE)	3	34,7
PPR (Prêt Participatif Régional)	2	425,6
Fonds Régional de garantie (montant des prêts garantis)	5	1 776
POA (Prime d'Orientation Agricole)	0	-
Aides à l'innovation de l'ANVAR	8	410
Fonds Loir-et-chérien d'Aide à l'Innovation et à la Recherche (FLAIR)	3	58
Aides à l'exportation		
FRAEX	14	46,7
CORDEX	2	200
Action en faveur de la diffusion des technologies (ex ATOUT – Région)	5	181,4
Accès au conseil externe pour les PME-PMI	7	78,7
Artisanat		
CREATEM (aide régionale à la CRéation d'Entreprise Artisanale)	66	1 345,3
FREMA (Fonds REgional de Modernisation de l'Artisanat)	30	459,5
FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce)	4	307
FACAS (Fonds d'Aide au Commerce, à l'Artisanat et aux Services en milieu rural - Département)	8	222,8
Agriculture		
Aide à l'installation des jeunes agriculteurs (DJA)	30	431,8
Aides compensatrices aux surfaces cultivées (P.A.C.)	3 225	92 330
Prêts bonifiés	219	6 169,8

D'après sources : Préfecture de Loir-et-Cher, Direction départementale de l'agriculture et de la forêt, Conseil Général, Conseil Régional, ANVAR, Loir-et-Cher Initiative

6 – Les aides européennes

Dans le cadre de l'objectif 2, qui concerne en Loir-et-Cher les cantons de Selles-sur-Cher, Romorantin Sud, Mennetou-sur-Cher et Salbris, 24 dossiers ont reçu une aide du FEDER (Fonds Européen pour le Développement des Espaces Ruraux), pour un montant total de 3 880 449 euros, représentant 26,5 % des investissements programmés.

¹² Les aides de la région Centre pour le recrutement de cadres ou de nouveaux salariés figurent avec les aides à l'emploi, au chapitre 4. Les aides européennes ont été communiquées par la Préfecture de la Région Centre.

Le commerce extérieur

1 - Le Centre fait beaucoup mieux à l'export que la tendance nationale

Dans un contexte international morose, les échanges commerciaux de la France se sont effrités. En revanche, le Centre fait partie des quelques régions qui ont réalisé des performances à l'exportation nettement supérieures à la moyenne du pays : + 5,1 % sur l'année, avec un total de 14,9 milliards d'euros. Elle s'est ainsi hissée au 8^{ème} rang des régions en ce domaine, gagnant donc une place.

Simultanément, les importations n'ont augmenté que de 0,9 %, à 13,8 milliards d'euros. Il en résulte un solde positif de 1,09 milliard d'euros. La structure sectorielle des échanges extérieurs régionaux reste dominée par les biens de consommation qui représentent 44,1 % des exportations et 39,3 % des importations et qui dégagent le plus gros solde commercial (+ 1,15 Md d'€).

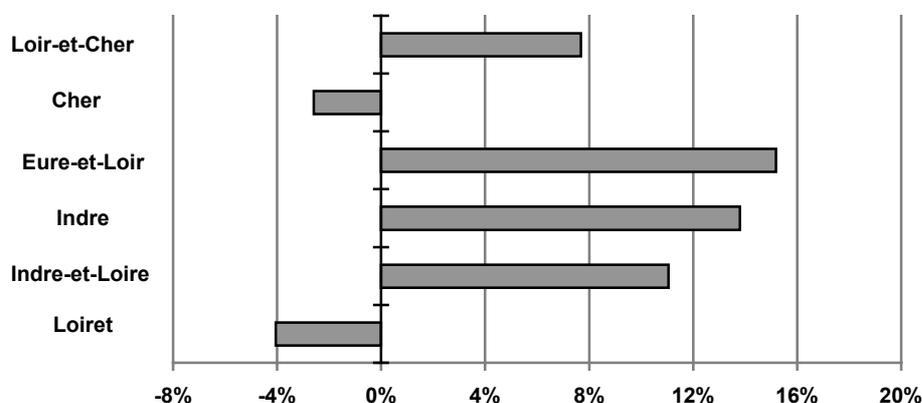
2 - Les entreprises du Loir-et-Cher exportent toujours plus

Hausse de 7,7 % des exportations, malgré un fort recul de l'industrie automobile (y compris les équipementiers)

Malgré le recul important de son secteur phare, les exportations de l'industrie automobile ayant chuté de 19 % en 2002, le Loir-et-Cher a vendu encore plus de marchandises à l'étranger que l'année précédente : 1,65 milliard d'euros, soit une progression de 7,7 %. Plusieurs branches réussissent de belles avancées : l'ensemble chimie / pharmacie / cosmétique a plus que doublé ses volumes avec 78 M€, la fabrication de machines et équipements (75 M€, + 19 %) et, paradoxalement, l'habillement (13,7 M€, + 57 %). L'industrie agroalimentaire est inversement moins dynamique qu'en 2001 (29 M€, - 9 %).

Dans la région, deux départements ont connu une évolution défavorable : le Cher et surtout le Loiret, qui avait déjà enregistré un recul l'an dernier. La meilleure performance est à porter au crédit de l'Eure-et-Loir avec une croissance de 15 %. Cette performance lui permet de conforter sa deuxième place régionale ; le Loir-et-Cher, avec 11 % du total, regagne encore une infime partie du terrain perdu entre 1995 et 1999.

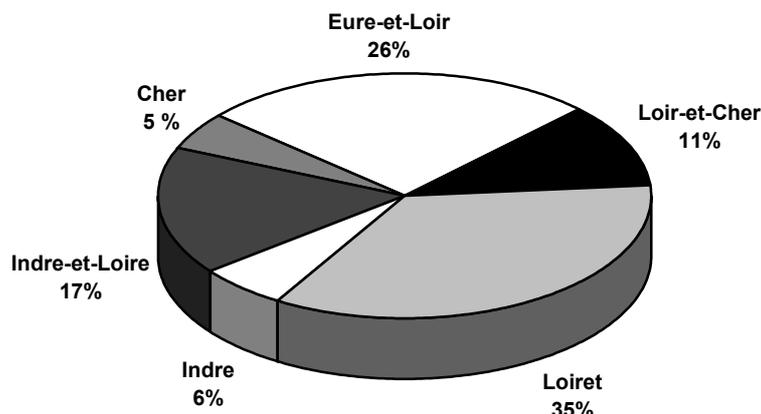
Evolution des exportations en 2002 par département



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Le Loir-et-Cher réalise 11 %
des exportations régionales

Répartition des exportations régionales par département en 2002



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Le marasme allemand est visible dans la structure de la clientèle étrangère. Après avoir perdu la première place l'an dernier, le poids de notre voisin d'outre-Rhin a encore chuté pour ne plus représenter que 14 % des ventes extérieures du département. Le Royaume-Uni qui l'a détrôné en reçoit un quart. L'Italie (9,8 %) et l'Espagne (9,6 %) se suivent de très près.

3 - Les importations continuent à progresser

Progression de 4,3 %
des importations

En 2002, le département a acheté à l'étranger pour 1,28 milliard d'euros de marchandises, soit une hausse de 4,3 %. Le mouvement de hausse se poursuit donc pour la cinquième année consécutive, mais le rythme est moins soutenu que précédemment. Les produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétologiques enregistrent encore une forte progression (+ 13,6 %) et représentent plus de 30 % du total des importations. En revanche la fabrication de machines et équipement, deuxième poste d'achats extérieurs, est en repli de 9 %, en liaison avec la diminution des investissements.

Derrière le Royaume-Uni, qui conforte son rang de premier pays fournisseur acquis en 2001, on remarque que l'Italie apparaît en deuxième position, devant l'Allemagne et l'Irlande qui a encore gagné une place.

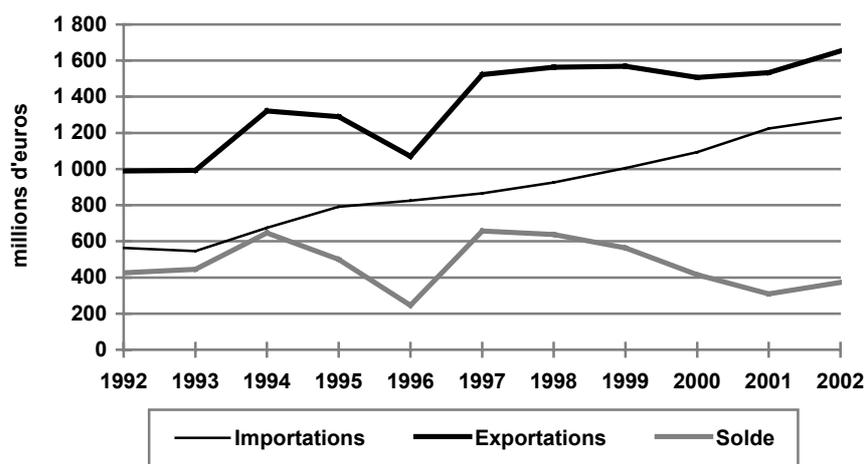
4 - L'excédent commercial se raffermi légèrement

Le solde de la balance
commerciale est positif
de 372 millions d'€.
Le taux de couverture atteint
129 %, en hausse de 4 points

Le différentiel de croissance entre les exportations et les importations permet au département de dégager un solde de 372 millions d'euros, supérieur de 21 % à celui de 2001.

On reste cependant très éloigné des records enregistrés à la fin des années 90. Le taux de couverture des exportations sur les importations en valeur regagne quelques points : 129 % contre 125 % l'an dernier. Le taux moyen régional s'établit à 108 % ; celui de la France est redevenu positif (102,5 %) en raison de la baisse des importations.

Evolution des échanges extérieurs du Loir-et-Cher depuis 1992



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Répercussions des activités sur l'emploi

1 - Des besoins en main d'œuvre moins pressants

Net recul des déclarations d'embauche

Baisse de 8,5 % des déclarations d'embauche. Recul de 11 % pour celles concernant l'intérim

Après plusieurs années de hausse ininterrompue, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE)¹³ enregistrées par l'URSSAF et la MSA s'est replié à 170 185 en 2002 ; la baisse est même sensible, 8,5 % de moins qu'en 2001. La faiblesse de l'activité industrielle ressort nettement, soit directement (28 % de déclarations en moins pour le secteur), soit indirectement avec un recul de 11 % pour le travail temporaire, dont elle est le premier client, et de 5 % pour les services aux entreprises. Les besoins ont également diminué dans le bâtiment (- 8 %). Le commerce et les autres services (essentiellement aux particuliers) sont les seuls pour lesquels le volume des DPAE est en progression, d'ailleurs très faible pour le premier.

¹³ Les DPAE concernent tous les employeurs, quels que soient leur statut et leur activité, ainsi que tous les salariés relevant du régime général de sécurité sociale, quelles que soient la nature et la durée du contrat de travail. Elles ne rendent donc compte qu'imparfaitement de l'évolution de l'emploi, mais donnent une indication intéressante sur les mouvements d'embauche.

Evolution du nombre de DPAE par grandes branches d'activité

	2000	2001	2002	Variation 01/02	
				absolue	relative (%)
Hors Travail Temporaire	65 395	66 744	64 231	- 2 513	- 3,8
<i>Agriculture</i>	13 620	12 757	12 233	- 524	- 4,1
<i>Industrie</i>	7 023	6 344	4 546	- 1 798	- 28,3
<i>Construction</i>	2 958	2 606	2 397	- 209	- 8,0
<i>Commerce</i>	6 890	6 523	6 558	+ 35	+ 0,5
<i>Services aux entreprises</i>	6 928	8 814	8 349	- 465	- 5,3
<i>Autres services</i>	23 728	25 658	26 574	+ 916	+ 3,6
<i>Autres</i>	4 248	4 042	3 574	- 468	- 11,6
Travail Temporaire	114 625	119 228	105 954	- 13 274	- 11,1
TOTAL	180 020	185 972	170 185	- 15 787	- 8,5

Sources : URSSAF et MSA

Les offres d'emploi durable en très forte baisse

Les offres d'emploi durable
(plus de 6 mois) reculent de
presque 18 %

Mais celles relatives à des
emplois très courts (moins de 3
mois) ont augmenté fortement

Les moindres besoins en main d'œuvre se concrétisent également par une diminution assez importante du nombre d'offres d'emploi déposées à l'ANPE. On en recense un peu moins de 13 000 en 2002, contre plus de 14 000 en 2001, soit un repli de 7,8 %, plus de trois fois supérieur aux évolutions régionale (- 2,1 %) et nationale (- 2,7 %). De surcroît, cette évolution est pour l'essentiel imputable à la chute sévère des offres d'emploi durable (plus de 6 mois) : - 17,5 % ; là encore, le Loir-et-Cher amplifie largement les résultats observés aux niveaux géographiques supérieurs (baisse d'environ 6,5 %). Le volume d'offres de postes temporaires (3 à 6 mois) ne varie pas beaucoup. En revanche, on enregistre une hausse très sensible pour les emplois occasionnels (moins de 3 mois) : + 16,6 % ; la moyenne régionale est encore plus élevée (+ 26 %), tandis qu'une légère diminution est constatée pour la France entière.

La structure est évidemment modifiée assez profondément. La part des emplois durables perd 5 points en un an à 43,5 %, repassant ainsi sous la moyenne nationale. Elle se trouve très légèrement dépassée par celle des emplois temporaires.

Répartition par type des offres d'emploi recueillies par l'ANPE

en %

Offres enregistrées	Loir-et-Cher		Région Centre		France	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002
Type A (+ de 6 mois)	48,6	43,5	43,9	41,8	45,4	43,7
Type B (3 à 6 mois)	41,2	43,6	44,1	42,7	39,1	40,7
Type C (- de 3 mois)	10,2	12,9	12,0	15,4	15,5	15,5

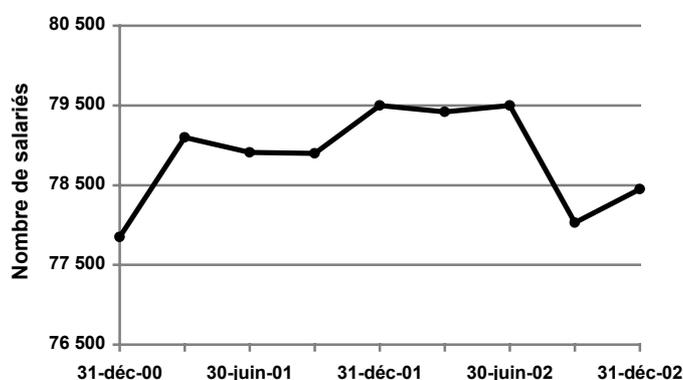
D'après source : ANPE

2 - Le Loir-et-Cher a perdu plus de 1 000 emplois

Non seulement les entreprises ont moins cherché à recruter en 2002, mais les créations de postes ont été inférieures aux suppressions, contrairement à 2001. Les établissements du secteur privé auraient ainsi perdu plus d'un millier d'emplois¹⁴, en données corrigées des variations saisonnières et toutes tailles confondues, passant de 79 500 à un peu moins de 78 500. La courbe d'évolution permet de mettre en évidence le gros trou d'air du 3^{ème} trimestre, qui concentre la totalité de cette perte ; un léger redressement se serait en effet opéré en fin d'année.

En région Centre, seul l'Eure-et-Loir a connu une dégradation plus importante (environ 1 600). Partout ailleurs, la situation est beaucoup plus favorable : stabilité, voire légère croissance, dans le Loiret, l'Indre-et-Loire et l'Indre, augmentation plus nette dans le Cher. Au total, les effectifs régionaux sont stables.

Evolution totale du nombre de salariés en données corrigées (Loir-et-Cher)



D'après source : ASSEDIC

*Fort recul de l'emploi
au cours du 3ème trimestre*

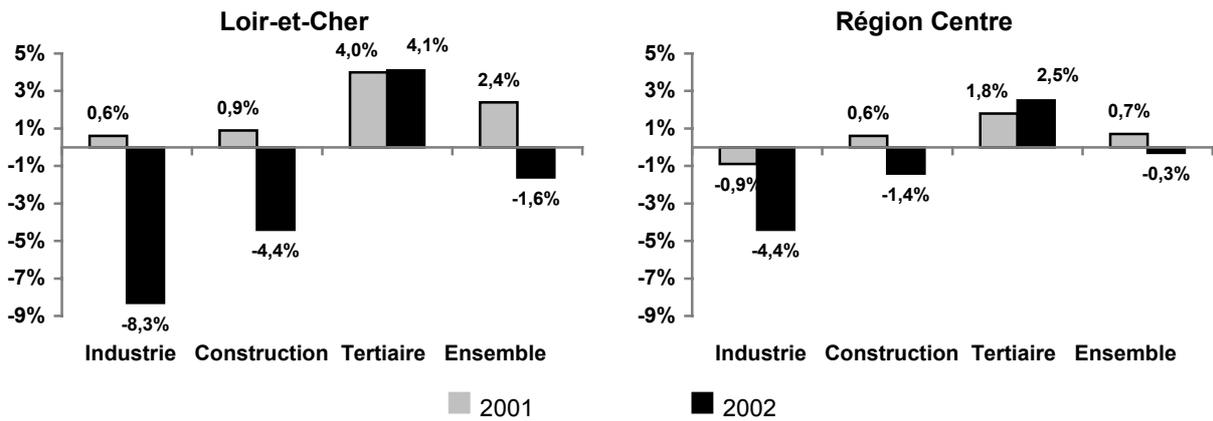
*Plus de 2 000 postes perdus
dans l'industrie*

*Environ 1 300 emplois nets
supplémentaires
dans les services*

En données brutes dans les établissements de 10 salariés et plus, le recul de l'emploi dans l'industrie apparaît considérable : - 8,3 % représentant plus de 2 100 postes. Ce résultat est presque deux fois plus élevé que la moyenne régionale et gomme d'un coup les gains accumulés au cours des trois années précédentes. La construction est également en retrait : - 4,4 % (200 emplois environ). Le tertiaire, heureusement, résiste bien avec une croissance du même ordre qu'en 2001, + 4,1 %, correspondant à une création nette de plus de 1 300 postes.

¹⁴ Les statistiques produites par les ASSEDIC par secteur présentent l'évolution de l'emploi dans les établissements affiliés ayant au moins 10 salariés. Le champ couvre l'ensemble du secteur concurrentiel, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, mais exclut le secteur agricole et para-agricole, à de très rares exceptions près. Ces données ne sont pas définitives pour l'instant.

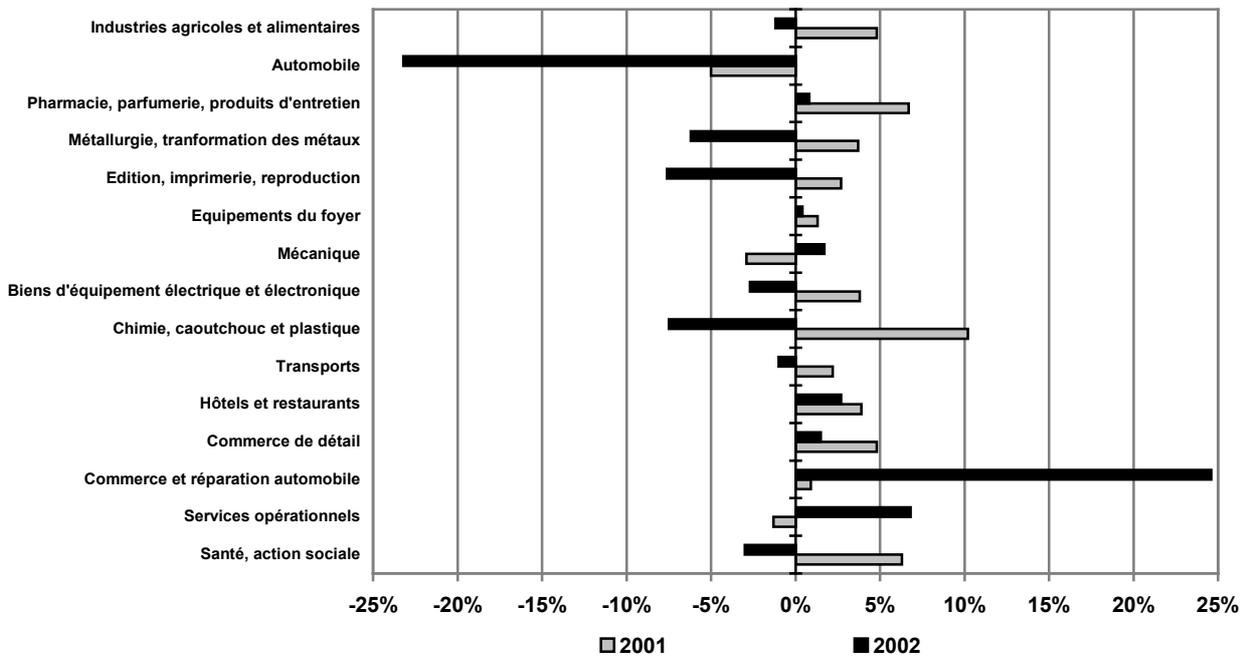
Evolution brute annuelle



D'après source : ASSEDIC

Le « trou d'air » du 3^{ème} trimestre et le sévère recul industriel ont une cause principale : l'automobile (sans surprise), avec les premières vagues de suppressions de postes chez Matra notamment. Sur l'année, les emplois de la branche baissent de 23 %. Le contraste est d'ailleurs saisissant, toutes proportions gardées, avec l'envolée des effectifs dans le commerce et la réparation automobile, + 25 %. D'autres secteurs importants pour l'économie départementale ont cependant été également touchés : l'imprimerie, la métallurgie et le travail des métaux, l'action sociale. A l'inverse, la mécanique a connu une évolution positive, contrairement à 2001. C'est le cas également pour les services opérationnels malgré la diminution du recours à l'intérim. Parmi les activités restant bien orientées, on mentionnera l'ensemble chimie/matières plastiques et les hôtels-restaurants.

Evolution des effectifs salariés dans quelques branches d'activités en Loir-et-Cher



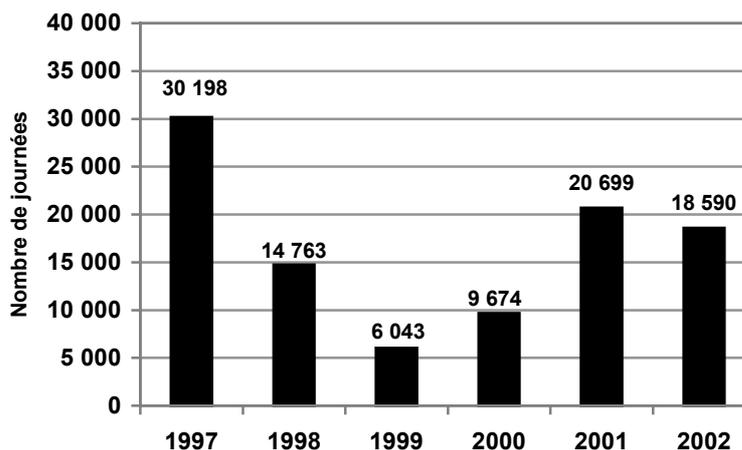
(évolution brute cumulée sur quatre trimestres)

D'après source : ASSEDIC

3 - Un recours au chômage partiel encore élevé

Devant une conjoncture passablement aléatoire, la mise en chômage partiel de tout ou partie du personnel permet de passer un cap difficile et d'éviter des mesures plus drastiques. Au cours de l'exercice 2003, les entreprises l'ont utilisé presque autant qu'en 2002 avec près de 18 600 journées indemnisables. Le printemps et la fin de l'année ont enregistré les plus forts contingents, avec des pics en juin et décembre.

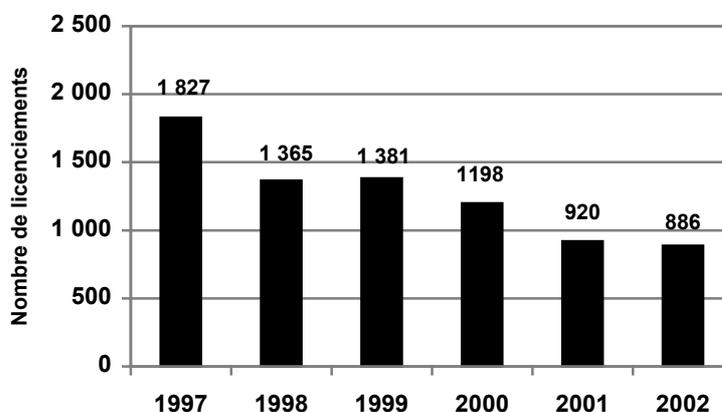
Evolution du nombre de journées indemnisables au titre du chômage partiel



D'après source : DDTEFP

Les déclarations de licenciements économiques auprès de la Direction du Travail ne couvrant qu'une partie seulement de l'ensemble, la série est remplacée par les demandes enregistrées à l'ANPE pour ce motif. On remarque en 2001 et 2002 la poursuite de la tendance à la baisse de cet indicateur, malgré la contraction du marché de l'emploi et les difficultés des entreprises. Ce mouvement est à rapprocher des nouveaux modes de gestion de la main d'œuvre qui font de plus en plus appel à du personnel externe (contrats à durée déterminée et intérim). En cas d'à-coup sévère, il est mis fin au contrat sans avoir recours à un licenciement et sans que le noyau dur du personnel de l'entreprise soit touché.

Evolution du nombre d'inscriptions au chômage suite à un licenciement économique



Source : ANPE

4 - Perspectives 2003 : la stagnation

Les prévisions de croissance ne cessent d'être révisées à la baisse par tous les instituts de conjoncture. La consommation s'est brutalement ralentie, les ménages préférant épargner davantage face à la montée du chômage. Le deuxième trimestre a été marqué par une baisse du Produit Intérieur Brut français et, selon les résultats provisoires, il aurait de nouveau reculé au 3^{ème} trimestre ; notre économie serait donc en récession.

La situation du Loir-et-Cher apparaît en 2003 évidemment dominée par la fermeture des usines Matra-Automobile, décidée en février et intervenue fin mai, entraînant celle de Sieloir. Le maintien de Matra Venture Composites semble en revanche assuré, mais au prix de lourds sacrifices.

Le Tourisme

Pour en savoir plus

*Le tourisme en Loir-et-Cher,
Tableau de bord n° 2 - Bilan 2002,
les Fiches de L'Observatoire n° 13*

La pleine saison touristique 2002 s'est révélée plutôt bonne en région Centre. Malgré une météo un peu capricieuse - notamment sur le mois de mai - et les événements du mois de juin (coupe du monde et élections présidentielles), les professionnels du tourisme ont su tirer profit des éléments qui jouaient en leur faveur tels les week-ends prolongés et l'effet 35 heures. Le marché français et la plupart des marchés européens sont en progression.

En Loir-et-Cher, la saison se caractérise par un bilan globalement positif. « La fréquentation est jugée bonne, exceptée en juillet où elle est considérée comme moyenne » par les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le Comité Régional du Tourisme.

1 - La capacité hôtelière reste stable

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de tourisme en Loir-et-Cher

Classement	2001		2002	
	Nombre d'établissements	Nombre de chambres	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
4 étoiles	2	45	2	48
3 étoiles	24	734	24	734
2 étoiles	73	1 713	72	1 733
1 étoile	16	377	15	345
Sans étoile	15	314	16	329
TOTAL	130	3 183	129	3 189

D'après source CRT - Etablissements hôteliers homologués (Parc au 31 décembre)

129 établissements classés tourisme

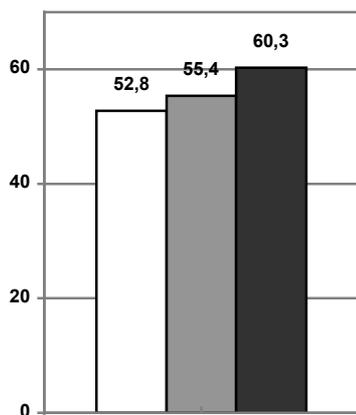
3 189 chambres

Fréquentation de l'hôtellerie de tourisme en 2002

Arrivées : 638 571 (+ 6,7 %)
 Arrivées françaises (+ 9 %)
 Arrivées étrangères (+ 1,8 %)
Nuitées : 962 084 (+ 3,7 %)
 Nuitées françaises (+ 7 %)
 Nuitées étrangères (- 2 %)

La durée moyenne de séjour est stable (1,5 jour)

Taux d'occupation en %



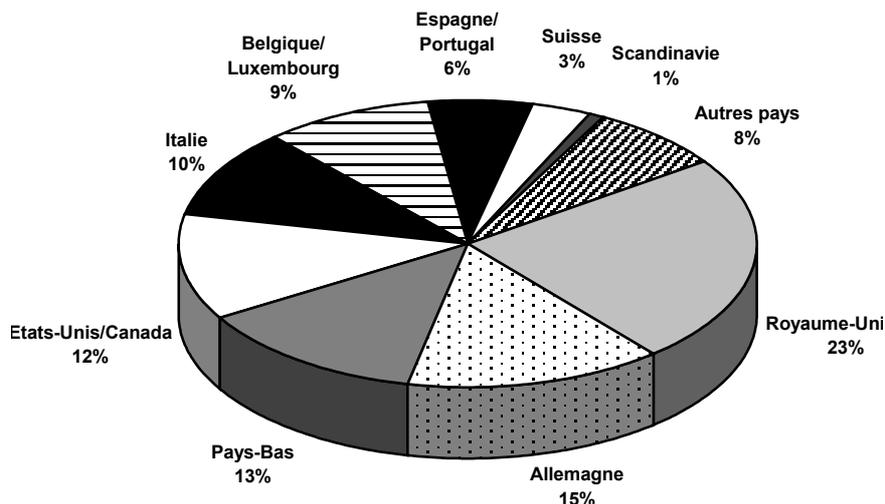
□ Loir-et-Cher
 ■ Région Centre
 ■ France*

D'après sources : DT/INSEE/CRT
 * INSEE - Direction du tourisme - Partenaires régionaux

2 - Les Français plus nombreux dans les hôtels

La saison 2002 est bonne dans l'hôtellerie de tourisme, en hausse par rapport à sa devancière. La fréquentation se situe au dessus des résultats de 1999¹⁵. Les hôtels du Loir-et-Cher ont accueilli 638 500 personnes en 2002, soit environ 40 000 de plus qu'en 2001 (+ 6,7 %). A l'inverse de la saison dernière, les nuitées françaises sont en hausse (+ 7 %) tandis que les nuitées étrangères enregistrent une baisse de 2 %. La durée de séjour des étrangers (1,57 jour) est légèrement inférieure à celle constatée l'année dernière (1,63). Parmi nos principaux visiteurs, on note une très forte diminution des arrivées provenant des Etats-Unis et du Canada (- 31 %) et dans une moindre mesure d'Allemagne (- 6 %). Les Britanniques restent dans l'ensemble fidèles (très légère baisse). On observe parallèlement un accroissement de la clientèle des Pays Bas (+ 69 %), de la Péninsule ibérique (+ 27 %) et de l'ensemble Belgique-Luxembourg (+ 25 %).

Répartition des arrivées des étrangers dans l'hôtellerie de tourisme en Loir-et-cher en 2002



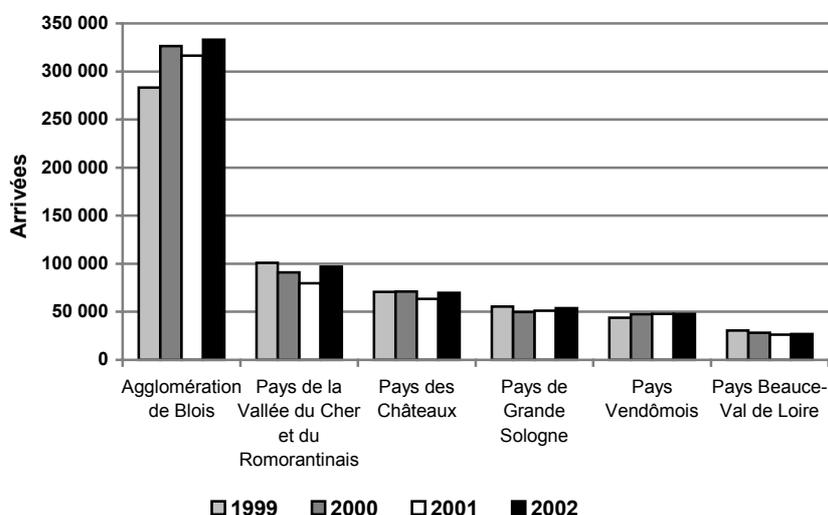
D'après sources : INSEE / CRT (hôtels classés en catégorie tourisme)

Pour un nombre de chambres quasi équivalent, le taux d'occupation des hôtels progresse de 0,8 point et atteint 52,8 %. Les écarts avec les moyennes régionale et nationale se resserrent légèrement, ils sont respectivement de 2,6 et 7,5 points.

Tous les établissements tirent leur épingle du jeu avec cependant une hausse plus marquée de la fréquentation dans les hôtels classés deux étoiles (+ 1,4 point) et sans étoile (+ 1 point).

¹⁵ La fréquentation de l'hôtellerie est appréhendée grâce à une enquête gérée par l'INSEE pour le compte de la Direction du Tourisme. Une nouvelle chaîne d'exploitation a été mise en place en 1999, elle intègre désormais les hôtels classés sans étoile. En conséquence, les comparaisons avec les années précédant 1999 ne sont pas possibles.

Répartition des arrivées dans l'hôtellerie de tourisme par pays en Loir-et-cher en 2002



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

Le nombre des arrivées dans l'hôtellerie de tourisme est en hausse dans tous les territoires du département¹⁶. Cette augmentation est particulièrement marquée dans le pays de la Vallée du Cher et du Romorantin (+ 21,3 %) et dans le Pays des Châteaux (+ 10,3 %). L'agglomération Blésoise enregistre pour sa part une hausse de fréquentation de 5 % en terme d'arrivées, mais une progression de 2 % du nombre de nuitées.

3 - Progression du nombre de campeurs

Le parc départemental de l'hôtellerie de plein air est globalement stable. On observe néanmoins que l'amélioration de la qualité et du niveau de confort de l'offre se poursuit : on compte 3 348 emplacements haut de gamme (3 et 4 étoiles) fin décembre 2002 contre à peine 2 970 fin 1999.

67 terrains de camping
5 696 emplacements

Rappelons que l'hôtellerie de plein air est le principal mode d'accueil des touristes tant dans le Centre qu'en Loir-et-Cher ; ce dernier détient d'ailleurs le parc le plus étoffé de la région, représentant près du quart des emplacements.

¹⁶ L'enquête de fréquentation réalisée pour la quatrième année par l'Insee-Orléans pour le compte du Comité Régional du Tourisme permet de mettre en évidence que les différentes destinations ne subissent pas le même sort.

Près de 6 emplacements sur 10 classés 3 et 4 étoiles

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de plein air en Loir-et-Cher

Classement	2001		2002	
	Nombre d'établissements	Nombre d'emplacements	Nombre d'établissements	Nombre d'emplacements
4 étoiles	9	1 865	9	1 985
3 étoiles	11	1 363	11	1 363
2 étoiles	31	1 928	30	1 611
1 étoile	8	302	8	302
En cours de classement	0	0	1	240
Aire naturelle de camping	7	170	8	195
Total	66	5 628	67	5 696

Progression du nombre des arrivées (+ 6,4 %) et des nuitées (+ 2 %) dans les campings

D'après source CRTL - (Parc au 31 décembre)

La durée moyenne de séjour continue de diminuer et s'établit à 3,13 jours (- 4,6 %)

Les conditions climatiques plutôt favorables de la saison 2002, excepté en mai, sont sans doute à l'origine de l'afflux de touristes dans les campings du département. Pour la deuxième année consécutive, la tendance est à la hausse. Le nombre des arrivées (141 866) est en progression de 6,4 %, grâce surtout aux touristes étrangers (+ 9 %), dont la part parmi l'ensemble des arrivées progresse encore (65 %) ; celui des nuitées (445 273) augmente aussi de 2 %. Par contre, la durée moyenne de séjour, qui avait atteint en 2000 l'un de ses meilleurs niveaux avec 3,7 jours, diminue de nouveau ; elle est revenue à 3,1 jours.

Le meilleur taux d'occupation enregistré depuis 1996 (25,9 %)

Le taux moyen d'occupation est en légère augmentation. Toutes catégories confondues, il s'établit à 25,9 % pour l'ensemble de la saison contre 25,4 % en 2001. C'est le meilleur taux enregistré depuis 1996. Il reste sensiblement plus élevé que celui de la région (22,1 %). Dans les trois et quatre étoiles, il atteint près de 30 %, mais l'on observe que même en juillet et août il ne dépasse pas les 50 %. Les campings une étoile apparaissent par ailleurs très délaissés avec un taux moyen d'occupation égal à 10 %.

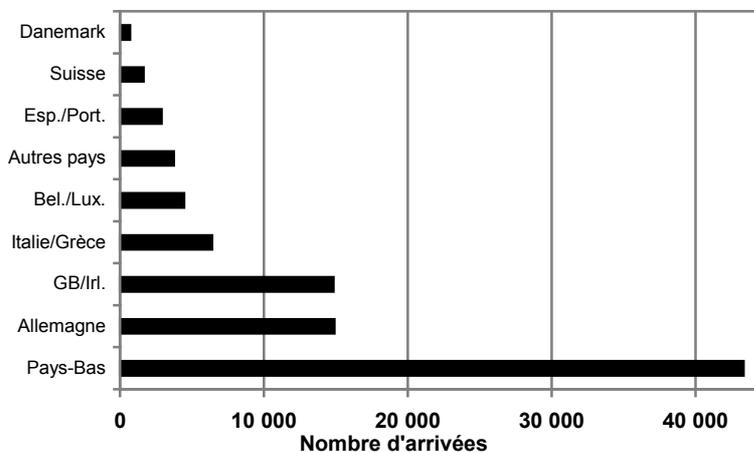
Arrivées françaises (+ 2 %)

Arrivées étrangères (+ 9 %)

Nuitées françaises (stables)
Nuitées étrangères (+ 4 %)

Concernant l'origine géographique des touristes étrangers, on remarque que la quasi totalité des pays sont en progression : + 6 % pour les Pays-Bas (47 % des arrivées étrangères), + 8 % pour l'Allemagne, + 7 % pour la Grande-Bretagne et l'Irlande et + 29 % pour la Péninsule ibérique.

Répartition des arrivées des étrangers dans l'hôtellerie de plein air en Loir-et-cher en 2002



D'après source : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

8 structures de moins que l'année dernière

17,7 semaines de location/gîte

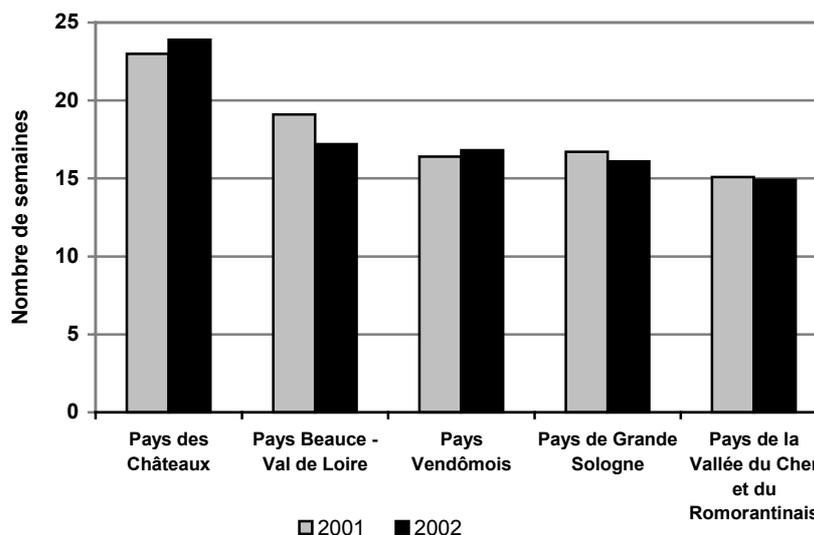
Le nombre de moyen de semaines de location par gîte est inférieur de 2 semaines à celui de la région Centre

La fréquentation progresse légèrement dans le Pays des Châteaux (plus une semaine)

4 - Légère baisse de fréquentation pour les gîtes ruraux

Dans un parc en léger recul, la fréquentation moyenne des gîtes ruraux (213 en service de réservation) a diminué ; elle atteint 17,7 semaines contre 18 en 2001. Celle-ci varie en fonction de l'implantation des gîtes : en hausse dans le Pays des Châteaux (+ 1 semaine environ) et dans le Pays Vendômois, en baisse dans les autres Pays.

Fréquentation des gîtes en service de réservation selon les pays



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

5 - Monuments et animations : le second souffle des châteaux

Les locomotives du Loir-et-Cher ont reçu plus de visiteurs qu'en 2001 avec un trio de tête comprenant le château de Chambord, le zoo de Beauval et le château de Cheverny. Les châteaux de Blois et de Chaumont-sur-Loire tirent également leur épingle du jeu, tout comme la Maison de la magie, autre pôle majeur de la saison 2002.

On note par contre un léger recul de la fréquentation du Festival International des jardins et une baisse plus prononcée du nombre d'entrées à Aliotis, l'aquarium de Sologne.

Tous les châteaux enregistrent une hausse de leur fréquentation

Evolution du nombre d'entrées de quelques monuments, sites et manifestations du département

	2002	2001	Variation absolue	Variation relative (%)
Château de Chambord	722 948	716 654	+ 6 294	+ 0,9
Zoo-parc de Beauval	420 000	400 000	+ 20 000	+ 5
Château de Cheverny	380 000	360 000	+ 20 000	+ 5,6
Château de Blois	297 879	290 544	+ 7 335	+ 2,5
Festival International des Jardins Chaumont-sur-Loire	159 003	162 714	- 3 711	- 2,3
Château de Chaumont-sur-Loire	106 107	98 687	+ 7 420	+ 7,5
Game Fair - Chambord	90 000	90 000	=	
Maison de la Magie - Blois	68 614	49 527	+ 19 087	+ 38,5
Aquarium Aliotis - Villeherviers	60 000	85 000	- 25 000	- 29,4
Caves champignonnières et ville souterraine - Bourré	31 200	30 000	+ 1 200	+ 4
Son et Lumière de Blois	26 452	33 312	- 6 860	- 20,6
Château de Beaugard	24 178	24 170	+ 8	=
Château de Villesavin	20 876	17 904	+ 2 972	+ 16,6
Festival des Folklores du Monde	20 732	18 350	+ 2 382	+ 13
Château de Talcy	15 507	14 404	+ 1 103	+ 7,7
Château de Fougères-sur-Bièvre	14 510	11 506	+ 3 004	+ 26,1
Journées Gastronomiques de Sologne	14 000	16 000	- 2 000	- 12,5

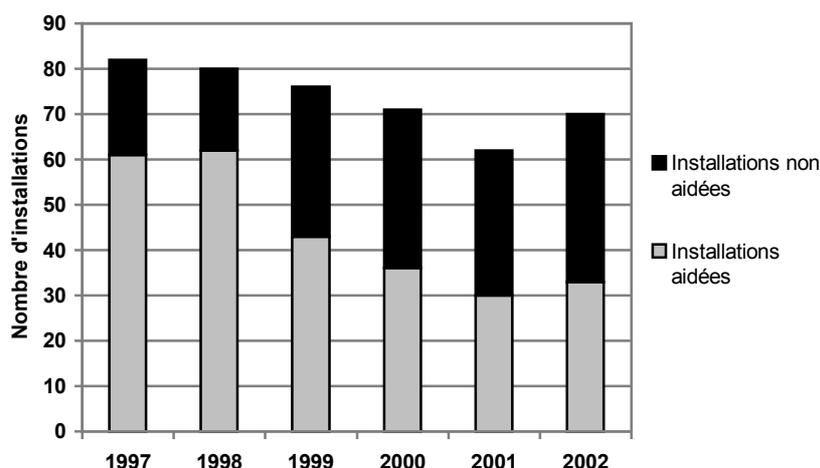
Source : Comité Départemental du Tourisme (y compris les entrées gratuites)

L'agriculture

1 - Un peu plus d'installations en 2002

Selon des indications encore provisoires, le nombre d'installations de jeunes agriculteurs (moins de 40 ans) serait un peu supérieur en 2002 à celui de 2001. La moitié concerne des exploitations en grandes cultures, un peu plus de 21 % la vigne et 18 % les élevages laitiers. Les deux-tiers des nouveaux exploitants ont moins de trente ans, cette proportion restant quasiment inchangée au cours des dix dernières années.

Installations de jeunes agriculteurs



D'après sources : ADASEA - MSA

2 - Une bonne année pour les céréales

La réduction de la superficie agricole utilisée s'est estompée en 2002 (- 0,3 % contre en moyenne - 0,7 % par an depuis 10 ans). Le recul des surfaces en oléagineux et protéagineux est compensé par l'extension des céréales qui représentent désormais 56 % de la SAU du département. En volume, la production céréalière gagne 30 % par rapport à l'année antérieure, jugée plutôt morose, et atteint 12,8 millions de quintaux. Les niveaux de rendements ont été globalement satisfaisants pour l'ensemble des grandes cultures, à l'exception des tournesols et maïs grain.

Croissance des volumes pour les productions végétales

Redressement de l'activité « bovins viande »

Qualité exceptionnelle pour les fraises.

Les conditions climatiques favorables aux grandes cultures ont par contre desservi la viticulture. Bien qu'en légère progression par rapport à 2001, le volume de production reste faible (457 200 hl). Parallèlement, les viticulteurs se heurtent, cette année encore, à des difficultés de commercialisation. Le vin apparaît cependant comme le seul produit végétal non affecté par une baisse des prix.

Evolution de la superficie des principales cultures

en hectares

	1990	2001	2002	Variation 2001-2002	
				absolue	relative (%)
Céréales	185 100	163 700	171 783	+ 8 083	+ 4,9
Oléagineux	51 100	43 900	37 825	- 6 075	- 13,8
Protéagineux	11 700	11 400	9 850	- 1 550	- 13,6
Légumes de plein champ	5 800	3 900	4 270	+ 370	+ 9,5
Cultures fourragères	23 700	15 350	15 330	- 20	- 0,1
Jachères	10 000	32 000	30 000	- 2 000	- 6,3
Cultures permanentes	9 900	8 700	8 600	- 100	- 1,1
dont vignes	9 200	8 100	8 000	- 100	- 1,2
dont vignes en AOC	5 200	4 700	4 920	+ 220	+ 4,2
S.A.U.	333 100	306 040	305 150	- 890	- 0,3

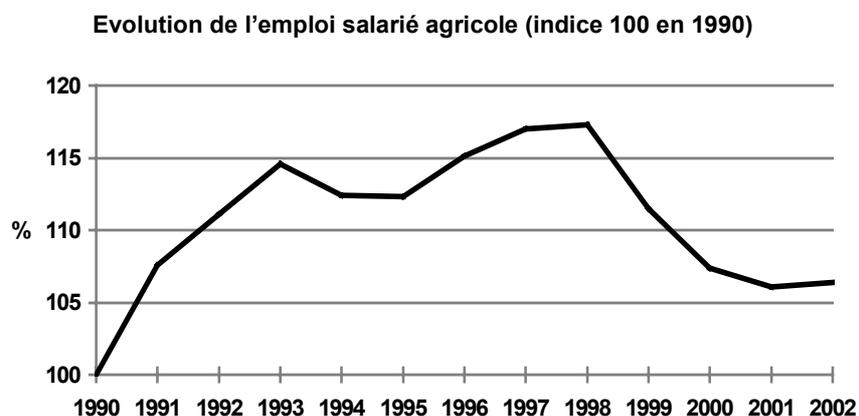
Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

Les productions animales sont en léger recul. Seuls les cheptels ovins, les truies-mères et certaines volailles (dindes, dindons, pintades...) se sont stabilisés ou sont en faible progression. Le marché du porc demeure à un niveau assez bas et celui de la volaille apparaît de plus en plus encombré en raison de la reprise de la consommation de viande bovine.

La hausse des cours des « bovins finis », après deux années de crise, reste néanmoins encore timide. La cotation se situe à un niveau inférieur de 10 % à celui pratiqué avant la crise. En Loir-et-Cher, le niveau de production est toujours en repli.

2002 est une année de forte production laitière. Le respect des quotas a conduit à un ralentissement de la collecte laitière bovine en fin de campagne. Les prix ont régressé pour le lait de vache alors qu'ils restent satisfaisants pour le lait de chèvre. L'AOC Selles-sur-Cher bénéficie d'une conjoncture favorable.

3 - Le nombre de salariés agricoles s'est maintenu



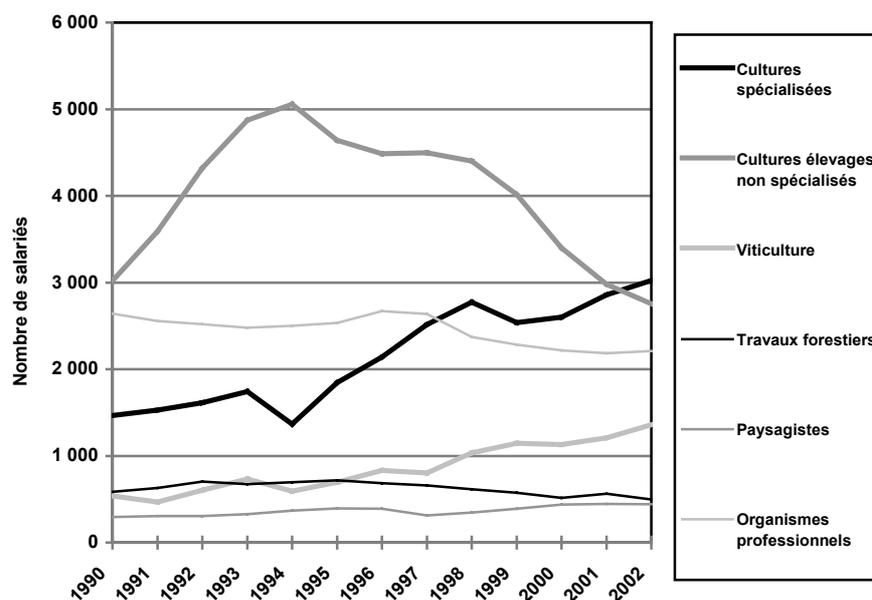
D'après source : MSA

Comme l'année précédente, les données provisoires ont été légèrement revues à la baisse pour 2001, entraînant un repli un peu plus accentué de 1,2 %, au lieu de - 0,9 %. Pour 2002, le nombre des salariés agricoles recensés par la Mutualité Sociale Agricole de Loir-et-Cher s'élèverait à 13 691, en petite hausse de 0,3 %. Les salariés permanents sont moins nombreux (- 2,5 %), mais l'on compte plus de saisonniers, contrairement à l'an dernier. La tendance à l'augmentation du personnel à mi-temps se trouve confirmée et même amplifiée avec un gain de 4,3 %.

La spécialisation des exploitations demeure le trait dominant de l'évolution, observée à travers le nombre de salariés. Ainsi, ces derniers sont désormais plus nombreux dans les cultures spécialisées que dans les élevages et cultures non spécialisés. La progression dans la viticulture, faible mais constante, participe du même phénomène. L'érosion semble marquer le pas cette année pour les effectifs des organismes professionnels.

Près de 13 700 salariés dans l'agriculture, + 0,3 %

Evolution des emplois salariés agricoles dans quelques domaines depuis 1990



D'après source : MSA

4 - Reconstitution des peuplements forestiers

Avec 213 500 hectares, les bois, forêts et peupleraies ne cessent de gagner du terrain au détriment de l'agriculture. Cependant, la tempête de fin 1999, conjuguée à une chute des cours des différentes essences, a mis un frein aux investissements. L'année 2002 a vu croître le nombre de dossiers de demandes d'aide financière pour la reconstitution des peuplements détruits.

Le chômage

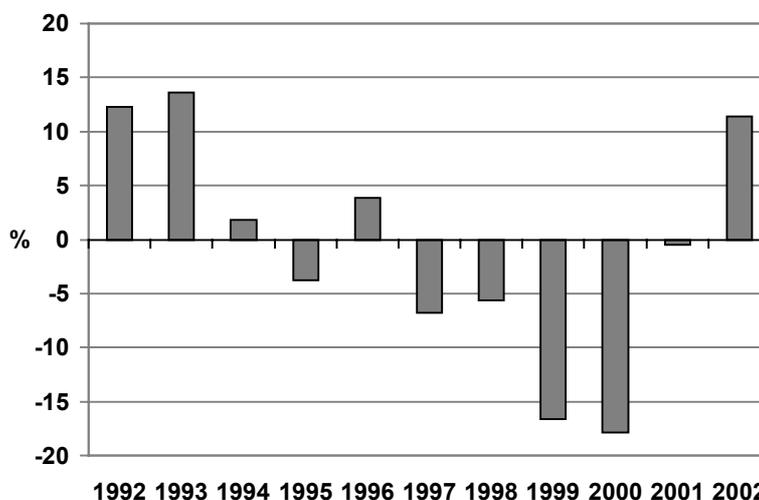
Forte poussée du chômage
en 2002 : + 11,4 %

10 638 demandeurs d'emploi
au 31/12

1 - Le chômage effectue un retour en force

La baisse générale d'activité, conjuguée aux premiers effets de la fermeture programmée de Matra Automobile à Romorantin-Lanthenay, a eu un impact immédiat sur le marché du travail se traduisant par une violente poussée du chômage. Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte 10 638 demandeurs d'emploi de catégorie 1¹⁷ en données brutes, en hausse de 11,4 % et 10 150 en données corrigées des variations saisonnières. Ce n'est cependant pas le seul département du Centre à avoir subi une telle détérioration, le Loiret (+ 12,3 %) et l'Eure-et-Loir (+ 11,7 %) se trouvant dans la même position. En revanche, le chômage ne s'est accru que modérément en Indre-et-Loire, est resté stable dans le Cher et a diminué dans l'Indre. La moyenne régionale s'établit en conséquence à + 6,5 %, supérieure néanmoins à celle de la France (+ 4,8 %).

Evolution du chômage en Loir-et-Cher au 31 décembre
(Demandes d'Emploi en Fin de Mois catégorie 1 - données brutes)



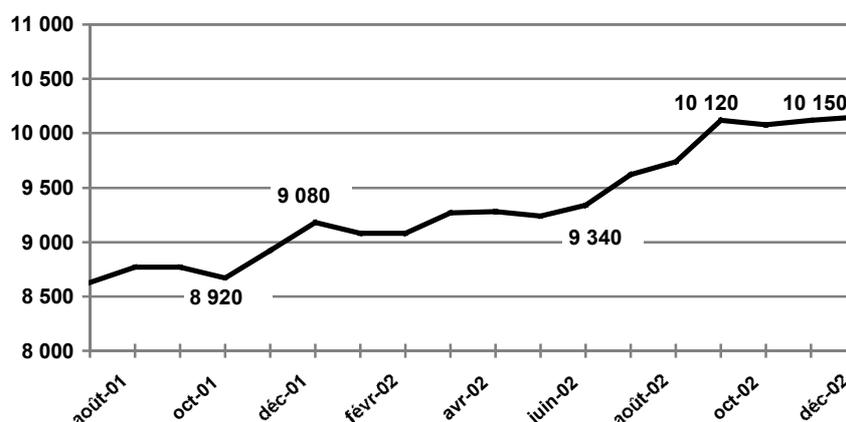
D'après sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - ANPE - INSEE

La courbe d'évolution du chômage en données corrigées des variations saisonnières montre une brutale accélération à partir du mois de mai, date à laquelle Matra a commencé de mettre fin massivement aux missions d'intérim et aux contrats à durée déterminée. Les mois de juillet (+ 3 %) et septembre (+ 3,9 %) ont marqué les étapes les plus importantes.

¹⁷ Catégorie 1 : personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à temps plein, n'ayant pas travaillé plus de 78 heures au cours du mois précédent.

**Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher
(en données corrigées des variations saisonnières)**

Les répercussions des premières suppressions de postes chez *Matra* (intérimaires et CDD) sont visibles dans l'envolée constatée durant l'été



Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité – INSEE

Dans le Romorantinais, les premières secousses du séisme qui va affecter durant de longs mois ce bassin entraînent déjà en 2002 une hausse de 27 % du nombre des demandeurs d'emploi. Sans atteindre une telle ampleur, la dégradation est néanmoins très sensible sur le Vendômois, tandis que l'accroissement reste plus modéré dans la zone de Blois.

Le chômage a augmenté de 27 % dans le bassin de Romorantin

**Evolution du nombre de demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)
par Agence Locale pour l'Emploi (ALE)**

DEFM	Catégorie 1			Catégories 1 + 6 ¹⁸		
	déc. 01	déc.02	évolution (%)	déc. 01	déc.02	évolution (%)
ALE Blois	5 428	5 705	+ 5,3	6 603	6 901	+ 4,5
ALE Vendôme	1 934	2 142	+ 10,9	2 318	2 534	+ 9,3
ALE Romorantin	2 189	2 775	+ 27,0	2 621	3 239	+ 23,6
Loir-et-Cher	9 551	10 638	+ 11,4	11 542	12 674	+ 9,8

Sources : DDTEFP - ANPE

Avec le pôle de Romorantin, les cantons limitrophes sont les plus atteints. Ceux de Selles-sur-Cher et Mennetou-sur-Cher, abritant une forte concentration de salariés de *Matra*, ont vu croître le chômage de plus de 45 % sur l'année. Celui de Salbris (+ 15 %) apparaît presque épargné en comparaison, tout comme les autres cantons de Sologne, Lamotte-Beuvron (+ 11,7 %) et Neung-sur-Beuvron (+ 6,8 %). Les quelques rares exceptions au mouvement d'ensemble se repèrent à la périphérie blésoise (Blois 2, Blois 5, Contres, Marchenoir) et dans l'extrême nord du département (Droué, Mondoubleau).

¹⁸ Catégorie 6 : personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, à durée indéterminée à plein temps ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois.

Chômage par canton au 31 décembre 2002

CANTON	Données caractéristiques (part en %)						
	Nombre de chômeurs	Evolution sur 1 an (%)	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Inscrits depuis plus d'un an
Blois 1 *	171	+ 28,6	50,3	22,2	62,0	15,8	28,7
Blois 2 *	159	- 10,7	49,1	16,4	64,8	18,9	34,0
Blois 5 *	82	- 5,7	46,3	20,7	53,7	25,6	35,4
Commune de Blois	2 374	+ 6,9	43,7	21,7	65,6	12,7	27,1
Bracieux	358	+ 2,9	48,6	22,3	60,3	17,3	27,9
Contres	412	- 2,1	51,9	17,0	68,0	15,0	34,2
Droué	78	- 3,7	56,4	14,1	65,4	20,5	32,1
Herbault	332	+ 2,8	52,1	17,5	64,2	18,4	25,9
Lamotte-Beuvron	267	+ 11,7	52,1	17,6	65,5	16,9	21,7
Marchenoir	120	- 5,5	51,7	17,5	65,0	17,5	29,2
Mennetou-sur-Cher	307	+ 45,5	46,9	16,6	69,4	14,0	24,8
Mer	391	+ 4,8	47,6	23,0	55,2	21,7	34,5
Mondoubleau	143	- 7,7	55,9	20,3	64,3	15,4	35,0
Montoire-sur-le-Loir	239	+ 11,7	51,5	22,2	62,8	15,1	28,0
Montrichard	423	+ 2,2	51,1	23,4	61,7	14,9	32,9
Morée	211	+ 12,2	48,8	22,7	58,8	18,5	24,2
Neung-sur-Beuvron	158	+ 6,8	51,3	15,2	65,2	19,6	27,8
Ouzouer-le-Marché	117	+ 10,4	52,1	15,4	65,8	18,8	34,2
Romorantin Nord *	68	+ 41,7	52,9	16,2	72,1	11,8	14,7
Romorantin Sud *	120	+ 34,8	50,0	22,5	66,7	10,8	28,3
Commune de Romorantin	975	+ 27,3	46,3	25,2	64,9	9,8	27,4
Saint-Aignan	534	+ 9,0	52,8	15,0	66,7	18,4	29,4
Saint-Amand-Longpré	147	+ 21,5	45,6	14,3	72,8	12,9	29,9
Salbris	443	+ 15,1	47,9	22,3	56,7	21,0	26,0
Savigny-sur-Braye	180	+ 7,8	52,2	21,1	62,2	16,7	32,2
Selles-sur-Cher	437	+ 46,6	49,7	21,1	66,1	12,8	21,1
Selommes	96	+ 11,6	44,8	18,8	68,8	12,5	28,1
Vendôme 1 *	163	+ 7,9	41,1	21,5	66,9	11,7	30,1
Vendôme 2 *	139	+ 29,9	50,4	20,1	60,4	19,4	25,2
Commune de Vendôme	746	+ 11,5	48,5	22,5	63,9	13,5	27,1
Vineuil	232	+ 12,6	53,0	16,8	58,6	24,6	28,9
LOIR-ET-CHER	10 638	+ 11,4	48,2	20,7	64,1	15,2	28,0

Source : ANPE

* hors ville centre

En grisé, proportions les plus importantes

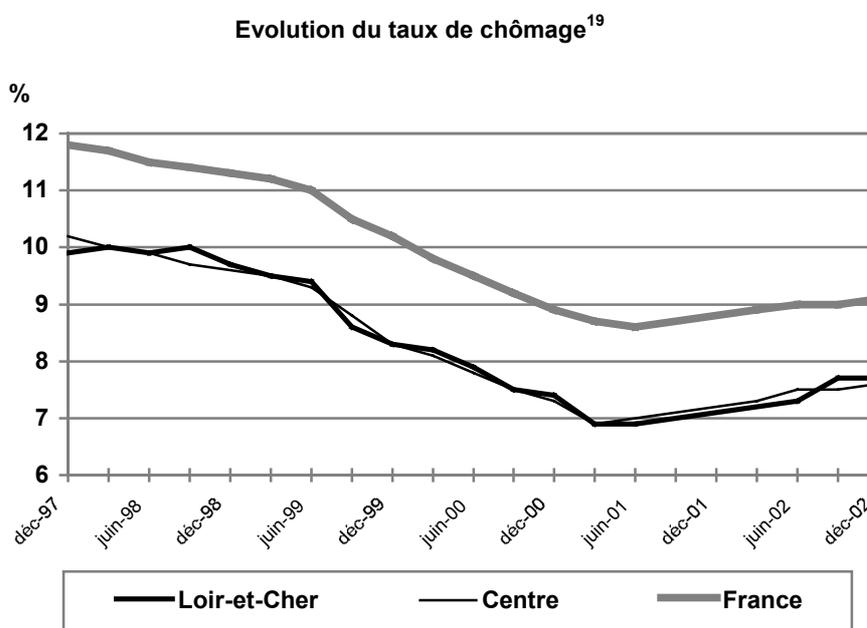
Taux de chômage par zone d'emploi (en %)

Zone d'emploi	au 31/12/01	au 31/12/02
Blois	6,9	7,3
Vendôme	7,3	7,7
Romorantin	7,4	8,8
Loir-et-Cher	7,1	7,7

Le taux de chômage des trois zones d'emploi a évidemment subi des variations différentes. Il augmente de 0,4 point dans celles de Blois et Vendôme et de 1,4 dans le bassin de Romorantin-Lanthenay où il atteint 8,8 % ; celui-ci est le 5^{ème} taux le plus élevé parmi les zones d'emploi de la région Centre, le maximum étant pour Vierzon (11,7 %).

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - INSEE

Globalement, le taux du département suit une pente très comparable à celle du Centre ou de la France. On peut d'ailleurs remarquer que la remontée se fait sur un rythme moins soutenu que la baisse qui avait précédé à l'époque de forte activité économique. Au 31 décembre, la moyenne régionale est inférieure de 0,1 point (7,6 %), alors que le taux national (nouvelle formule) est repassé au-dessus de 9 %.



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

2 - Très forte pression sur les hommes de moins de 25 ans

+ 21,2 % pour les hommes
en 2002

Leur nombre est désormais
supérieur à celui des femmes
(51,8 % des DEFM)

La tendance amorcée en 2001 d'une évolution tranchée entre les sexes s'est poursuivie, voire amplifiée, en 2002. Les demandes féminines ont légèrement augmenté (+ 2,5 %), tandis que celles des hommes se sont envolées : + 21,2 %. Le rapport entre les deux s'est donc inversé et ils sont les plus nombreux au 31 décembre, représentant 51,8 % du total des chômeurs.

Les divergences selon l'âge sont également sensibles, bien qu'avec des écarts moindres. Les moins de 25 ans ont vu croître leurs effectifs de 17,5 %, contre + 10,5 % pour les 25-49 ans et + 7,4 % pour les chômeurs de 50 ans et plus. Le Loir-et-Cher partage cette spécificité avec le Loiret où le chômage des plus jeunes a bondi de 20 %. Le croisement entre sexe et âge permet de mettre en évidence la position particulièrement critique des hommes de moins de 25 ans pour lesquels le rythme d'accroissement dépasse 30 %. Dans la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay, les effectifs de cette catégorie ont augmenté de moitié.

¹⁹ Il s'agit d'une nouvelle série corrigée tenant compte des modifications intervenues dans le calcul du taux de chômage en vue d'une harmonisation prescrite par le Bureau International du Travail.

Les effectifs des chômeurs de très longue durée ne se réduisent plus que faiblement

10 843 chômeurs sont indemnisés au 31/12, en hausse de 15,7 % sur un an.

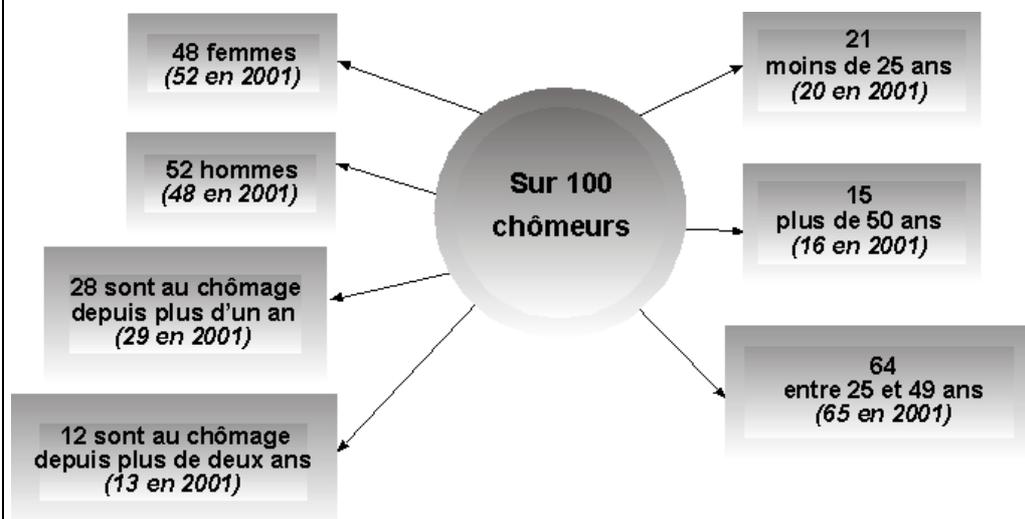
Le nombre des chômeurs de très longue durée a poursuivi sa décrue, mais le rythme est logiquement de plus en plus atténué. Le processus est d'ailleurs proche de son terme si l'on en juge par la quasi stabilité des effectifs de demandeurs inscrits depuis plus de 2 ans. Le blocage du marché de l'emploi transparait de surcroît dans l'évolution des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, dont les effectifs sont en augmentation assez sensible (+ 7,3 %), bien qu'inférieure à l'évolution générale.

Evolution annuelle et poids relatif de quelques catégories

Catégories	Evolution annuelle des DEFM 1 (%)	Part dans les DEFM 1 au 31/12/02 (%)
Hommes	+ 21,2	51,8
Femmes	+ 2,5	48,2
Moins de 25 ans	+ 17,5	20,7
De 25 à 49 ans	+ 10,5	64,1
50 ans et plus	+ 7,4	15,2
Inscrits depuis plus d'1 an	+ 7,3	28,0
Inscrits depuis plus de 2 ans	- 1,6	11,5

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Typologie des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2002



D'après source : ANPE

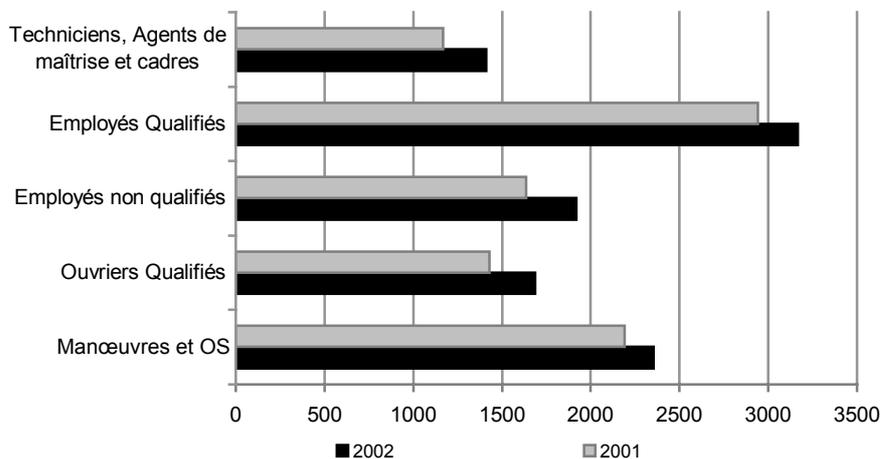
3 - Les cadres et techniciens sont les plus touchés

Forte augmentation du chômage des personnes les plus qualifiées (cadres, techniciens, agents de maîtrise + 20,7 % et ouvriers + 17,9 %)

Contrairement à l'an dernier, toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées par le mouvement de hausse du chômage. Certaines sont cependant plus particulièrement concernées. Il s'agit d'abord de l'ensemble comprenant les cadres, agents de maîtrise et techniciens (+ 20,7 %), puis des ouvriers qualifiés (+ 17,9 %) et des employés non qualifiés (+ 17,3 %) ; pour les autres, l'augmentation se situe aux environs de 7,5 %. La part des catégories qualifiées s'est accrue en conséquence, passant de moins de 53 % à plus de 59 % en 2002. Ces évolutions amplifient un mouvement déjà amorcé en 2001 et qui provient en majeure partie du fort ralentissement de l'activité industrielle.

A côté de cette tendance a priori conjoncturelle, l'accroissement subi par les employés non qualifiés pose une question d'ordre structurel sur la mutation des emplois tertiaires et, par voie de conséquence, l'orientation des jeunes.

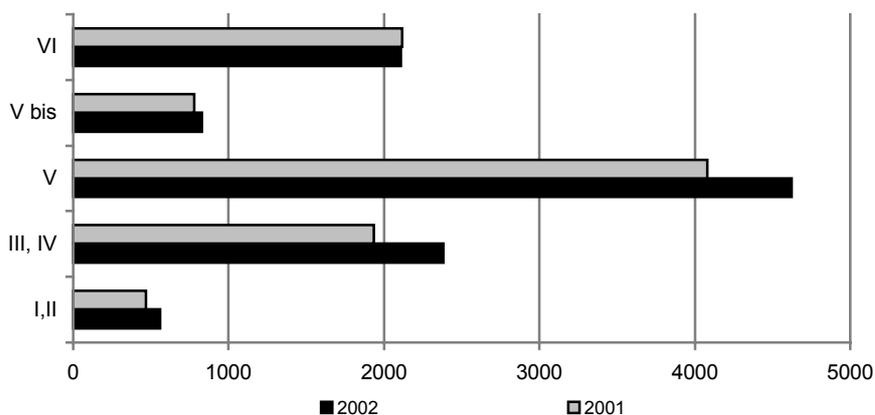
Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de qualification



D'après source : ANPE

L'analyse par niveau de formation complète et renforce la précédente. En proportion, ce sont les titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au Bac qui sont le plus concernés par la raréfaction des postes et en particulier les niveaux IV et III (Bac à Bac + 2) avec + 23 % ; pour les niveaux I et II, l'augmentation est très forte également (+ 18 %), mais porte sur des effectifs beaucoup plus restreints. Les détenteurs d'un CAP ou d'un BEP (niveau V) représentent fin 2002 44 % des chômeurs ; leur nombre croît de 13 %.

Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de formation²⁰



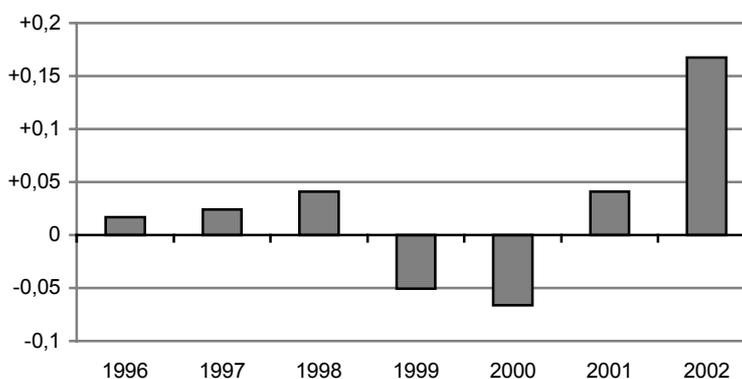
D'après source : ANPE

4 - Un afflux de nouvelles inscriptions à l'ANPE

L'année 2002 a vu arriver sur le marché du travail un afflux de nouvelles demandes : 19 674, 13 % de plus qu'en 2001. Simultanément le nombre des sorties du chômage a quasiment stagné (16 849, + 1 %). Le ratio sorties/entrées est en conséquence très défavorable avec 86 %, soit dix points de moins que l'année précédente.

Evolution du ratio demandes enregistrées sur demandes sorties

Beaucoup plus de nouvelles inscriptions que de sorties du chômage



D'après source : ANPE

²⁰ Niveaux de formation

I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ; II : diplôme de niveau Bac + 3 ; III : diplôme de niveau Bac + 2 ; IV : diplôme de niveau Bac ; V : diplôme de niveau BEP, CAP ; V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ; VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.

*Les fins de missions de travail
intérimaire constituent l'un des
principaux motifs du chômage*

Sans surprise, les nouvelles inscriptions consécutives à une fin de mission d'intérim apparaissent comme ayant la plus forte augmentation : + 30,6 %. Pour les fins de contrat à durée déterminée, la hausse est de 12,4 %. Mais un autre motif se met également en évidence, les licenciements autres qu'économiques (ces derniers sont, étrangement, moins nombreux qu'en 2001), dans un volume assez important, plus de 2 300 sur l'année. A l'opposé, l'érosion des premières entrées dans la vie active se poursuit, confirmant qu'en Loir-et-Cher, le choc démographique des classes creuses est déjà ressenti ; pour l'ensemble du pays, il n'est attendu qu'à partir de 2006.

En ce qui concerne les demandes sorties, on observe une très forte progression des radiations administratives et des entrées en stage, qui correspondent à une réactivation puissante du traitement social du chômage. Les reprises d'emploi sont évidemment en baisse (6,7 % de moins), ainsi que les absences au contrôle qui correspondent très souvent à une reprise non déclarée (- 17 %).

5 - Perspectives 2003

Le rythme de croissance du chômage s'est encore accentué au premier semestre de l'année 2003, sous le double impact de la fermeture définitive des usines Matra Automobile à Romorantin-Lanthenay et du ralentissement général de l'activité. Au 30 juin, le département compte ainsi 9 737 demandeurs en données brutes, en hausse de 14,5 % sur douze mois. La zone d'emploi romorantinaise est évidemment la plus touchée avec un accroissement de 22,1 %, mais la situation n'est guère brillante ailleurs : + 13,9 % en Vendômois, + 11,5 % pour le bassin de Blois.

Conclusion

Le Loir-et-Cher doublement touché

La fin de l'année 2001 laissait présager un exercice 2002 difficile. Ces craintes ont hélas été confirmées avec l'entrée en récession de plusieurs pays voisins. La France y a échappé de peu, mais l'économie a tourné au ralenti, notamment sous l'impulsion de la chute de la production industrielle.

Largement ouvert sur l'extérieur, notre département a évidemment été atteint par ce retournement de conjoncture. S'y est ajoutée une étape supplémentaire du processus de restructuration des industries de défense avec la fermeture de l'usine de Salbris de MBDA. Mais le plus grand choc est venu de Matra Automobile. L'arrêt en fin d'année de la fabrication de l'Espace à Romorantin, programmé depuis longtemps, a ouvert la voie à une fermeture définitive décidée en février 2003 devant le piètre succès de l'Avantime. Les statistiques de 2002 ne prennent en compte qu'une infime partie des répercussions de ce séisme. Mais le choc psychologique, lui, est doré et déjà bien perceptible.

L'indicateur le plus parlant pour rendre compte de l'évolution économique en Loir-et-Cher au cours de l'année est la remontée du chômage. La population active ne progressant plus désormais que très peu, l'afflux de demandeurs d'emploi, en particulier d'hommes jeunes, est incontestablement lié à la suppression de nombreux postes sous contrats précaires, CDD ou intérim. Sans sous-estimer le caractère inquiétant d'un tel constat, on peut souligner que la présence de ce réservoir de main d'œuvre représente aussi un potentiel dans l'optique de développement de nouvelles filières sur le territoire départemental. Les projets d'implantation, en effet, ne sont plus aujourd'hui guidés exclusivement par des questions d'aides financières, de terrains à bas prix ou de facilités de communications, dans la mesure où les sites présentant des caractéristiques voisines sur ces points sont nombreux. Un critère fait désormais la différence : la disponibilité de personnel formé immédiatement employable. Le défi pour le Loir-et-Cher est donc clair : assurer une bonne formation de base au maximum de jeunes et se doter des moyens permettant rapidement d'adapter des formations complémentaires en fonction des besoins des entreprises.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-MARIE BISSON

Tirage : 800 exemplaires

Imprimerie Rollin

Dépôt légal à parution

ISSN N° 1291-2565

